

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 16 New York : Tel : (718) 812-2820 ; • Montréal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 21 - 28 avril 2021

PHTK VENT DESSUS : LE MALHEUR NE VIENT PAS SEUL Jovenel Moïse lâché par ses amis et alliés Les appuis se retirent, les amis de tous bords aussi...

Par Léo Joseph

Le vent a tourné, la chance aussi. Les malheurs arrivent en série. C'est l'expérience que fait pré-

sentement Jovenel Moïse, le président de facto haïtien. Les grands espoirs qu'il avait échaufudés sur le projet de référendum constitutionnel et des élections faites sur mesure soudain

s'évanouissent. Désormais c'est une question de temps pour qu'il décide de sa destination, si les conditions d'un exil doré seront réunies. En attendant que soit déterminé son sort, il peut com-

mencer à entonner ce refrain : «*Adieu, veau, vache, cochon, couvée*».

Le sort de la présidence illégale de Jovenel Moïse et le dénouement de la crise multidi-

du président de facto se sont mises à entonner le même refrain.

En effet, une simple phrase a semblé changer la donne et plongé Jovenel Moïse et son équipe

AFFRONTMENTS POLICE-GANGS ARMÉS À MARTISSAN

Des policiers mis en déroute, encore une fois

Après la débâcle de Village de Dieu, à l'entrée sud de la capitale, le vendredi 12 mars, qui s'était soldé par la mort d'au moins quatre policiers et un nombre jamais divulgué faits pri-

sonniers, a faille se rééditer, aujourd'hui mardi 20 avril. Par instinct de conservation, la brigade qui a été dépêché sur les lieux, aux 4^e et 5^e Avenues Bolosse, à Martissant, ont pris leurs jambes

à leur coup, pour éviter de connaître le même sort que les victimes du guet-apens du mois de mars. Selon toute vraisemblance, la hiérarchie policière

Suite en page 5



Jovenel Moïse, de plus en plus seul.



L'ex-sénateur Hector Anacacis, il est dangereux de rester encore plus dans le navire.

UN FAIT INÉDIT ET HISTORIQUE DANS LA
LUTTE DÉMOCRATIQUE EN HAÏTI

Catholiques et protestants unifiés autour du rejet de Jovenel Moïse Le président de facto en butte à l'ultime malédiction....



La Conférence épiscopale haïtienne à fond dans la guerre contre le kidnapping et la dictature.

Par Léo Joseph

L'air de rien, un événement historique de proportion inédite s'est déroulé inaperçu dans le pays. Les deux plus grandes sectes religieuses ont fait une révolution pacifique, en s'unissant autour du rejet des actes illégaux, anticonstitutionnels et criminels de Jovenel Moïse. Vu la tradition d'inimitié larvée ayant existé entre elles, au cours des ans, l'invitation lancée de part et d'autre, demandant à leurs communautés respectives de se mobiliser contre l'occupant illégal du Palais national, a une valeur incalculable.

En effet, quand bien-même la hiérarchie catholique haïtienne elle-même n'aurait pas expressé-

Suite en page 2

mensionnelle, dans laquelle se débat Haïti, depuis déjà plus de deux ans, voit soudain se projeter une lueur d'espoir. Comme si un signal était donné, depuis qu'a été diffusé un tweet du Bureau des Nations Unies en Haïti (BINUH), deux semaines plus tôt, toutes les autres entités qui appuyaient les projets chimériques

dans le désarroi : «*À ce stade, le processus n'est pas suffisamment inclusif, participatif ou transparent* L'appropriation nationale du projet de constitution exige l'engagement d'un éventail plus large des acteurs politiques, sociaux, y compris les groupes de

Suite en page 8

HAPPENINGS!

The kidnapping and sequestering of Catholic clergy in Haiti and the Illegal Referendum to change the Constitution dominate the news cycle



Christian Nestor

Last Sunday, April 18, was the eighth day since gang members of the feared "400 Mawozo" in the Croix des Bouquets township kidnapped a Catholic delegation, including five priests, two nuns and three laypeople. The newly named interim Prime Minister Claude Joseph, equally Minister of Foreign Affairs and Religion, said "negotiations are ongoing to obtain their release, safe and sound,"

So the Catholic servants of God are prisoners, in spe-

Continued on page 7

UN FAIT INÉDIT ET HISTORIQUE DANS LA LUTTE DÉMOCRATIQUE EN HAÏTI

Catholiques et protestants unifiés autour du rejet de Jovenel Moïse

Le président de facto en butte à l'ultime malédiction....

Suite de la page 1

ment endossé la première mobilisation qu'avaient décrétée les pasteurs protestants, les 28 février, 29 et 30 mars de cette année, des représentants autorisés l'avaient fait à sa place. Les frères et sœurs catholiques ayant obéi à la voix de leurs bergers, leur descente dans la rue, en compagnie des différentes composantes de la société haïtienne, durant ces trois jours, les manifestations se sont révélées des événements jamais constatés auparavant. Les citoyens qui n'ont pas connu la vie socioreligieuse des années 40 à 60, en Haïti, particulièrement ceux qui ont vécu dans l'arrière-pays, ne peuvent saisir l'impact de la collaboration et de la solidarité récemment affichées entre le monde catholique et la communauté protestante, un fait rendu possible grâce au soulèvement général que Jovenel Moïse a suscité contre lui. Nombre de fidèles, dans les deux camps, se frottent leurs mains de satisfaction, remerciant Dieu d'avoir donné à ses enfants chrétiens l'occasion de se reconnaître, en tant que citoyens du royaume céleste. N'est-ce pas une bonne bouffée d'oxygène traversant l'univers religieux haïtien ?

Si, dans le cadre de la mobilisation contre Jovenel Moïse, protestants et catholiques ont trouvé l'opportunité de marcher ensemble, on peut parier que leur Père commun est aussi capable de

faire en sorte qu'ils avancent ensemble dans le cadre de l'évangélisation mondiale. Tant pis pour les incrédules et ceux qui persistent à minimiser les pouvoirs du Dieu tout puissant et omniprésent. Car la mobilisation mixte catholique-protestante contre Satan fait chaire, en la personne de *Nèg Bannann nan*, relève simplement d'un miracle, et l'on doit savoir qui en est à l'origine. Il semble que très peu de



Pasteur Gérard Forges résolument engagé dans la lutte de libération contre la dictature et le kidnapping.

gens pense au processus par lequel les autorités des deux principales sectes religieuses d'Haïti en sont arrivées à cette sincère collaboration, sonnante définitivement le glas de cet homme, qui s'est livré corps et âme au Diable, au point de faire toutes ces choses abominables et criminelles que tous lui reprochent contre son propre peuple.



Pasteur Ernst Pierre Vincent, une des voix de la contestation.

La mobilisation d'inspiration religieuse a attiré la grande foule

L'appel à la mobilisation lancée par le secteur démocratique et populaire et ses alliés avait attiré des centaines de milliers de personnes, dans les rues de la capitale et des villes de province, sans pouvoir maintenir systématiquement la flamme du mouvement de protestation. André Michel et consorts ont récolté une foule im-

mense, que les organes de presse étrangère, notamment CNN, avait évaluée à plus d'un million, à la capitale, en sus des centaines de milliers d'autres dans les autres villes de province. Toutefois, cette performance n'avait pu se répéter, à l'occasion d'autres manifestations. La lassitude s'étant vite mise de la partie, la grande foule ne pouvait plus refouler le macadam. Aussi l'implication du secteur religieux, dans la mobilisation anti-Moïse, s'est-elle révélée une opération de sauvetage du mouvement de contestation contre le porte-étendard du PHTK. D'où l'interaction bienveillante des deux plus grandes sectes religieuses du pays.

En effet, d'abord, les trois journées de manif orchestrées par le secteur protestant, appuyées par les frères et sœurs catholiques, à l'appel de leurs initiateurs. Intervenant à la radio, au nom de l'Église catholique, l'évêque émérite de Jérémie, Mgr Willy Romélus, avait appelé tous

les catholiques à l'appui de la mobilisation décrétée par les pasteurs protestants, qu'il a présen-



Pasteur Gérard Bataille, menacé de mort pour s'être impliqué dans la guerre contre le kidnapping et la dictature.

tée comme un mouvement national.

Comme pour retourner l'asenseur à ces derniers, car comprenant le devoir sacré de s'unir autour d'une cause juste et néces-

Suite en page 14



Cidihca Adm

Découvrez la dernière parution des Éditions du CIDIHCA



Ede bati avni edikasyon nan Vil Nouyòk

Vote pou pwochen reprezantan
Konsèy edikasyon w yo



schools.nyc.gov/elections2021





The verdict on the Police Officer Derek Chauvin, a useful analogy

By Fritz Saint-Macary

As the whole world awaited today April 20, a verdict on the George Floyd killing that occurred a year ago has been rendered today. The Minnesota police officer Derek Chauvin has been found guilty on three charges. As the Attorney General told us on CNN, at least the principle

of accountability — if not of justice (retribution) — has been upheld. In addition, some hours earlier President Biden stated that “It’s overwhelming;” there is no doubt that he meant “The evidence is overwhelming.”

Is there a useful analogy to science here? Yes, an equivalent in the judiciary field of a “null hypothesis,” that is the “pre-

sumption of innocence” — better known as “innocent until proven guilty” — has just been rejected by a 12-member jury. Pursuing the science analogy, and on the basis of the guilty verdict on three counts rendered against Officer Chauvin, one can say that it is instead the “alternative hypothesis” — i.e., the “not innocent” hypothesis — that has been ac-

cepted in lieu of the “null hypothesis.” Very likely, that guilty decision will be appealed, as this kind of counterclaim is also often made by scientists operating within the scientific process. Need I allude here to dialectics, to reminding the reader that we’re witnessing a clash between a thesis (the Officer is innocent) and its antithesis (the Officer is

guilty), a clash that may lead to a successful or to an aborted synthesis, whatever that synthesis is?

It’s up to you, the reader, to decide! Whatever you conclude, whether you come up with a correct or an incorrect answer, it will nevertheless be a contributing step towards the search for that always elusive truth.

LE VERDICT CONCERNANT LE POLICIER DEREK CHAUVIN FOURNIT UNE ANALOGIE UTILE

Par Fritz Saint-Macary

Comme le monde entier l’attendait ce mardi 20 avril 2021, un verdict sur le meurtre de George Floyd perpétré il y a un an a été rendu aujourd’hui. Le policier du Minnesota, Derek Chauvin, a été reconnu coupable de trois chefs d’accusation. Et, comme le procureur général l’a déclaré cet après-midi sur la chaîne CNN, au moins le principe de responsabi-

lité — sinon celui de justice (rétribution) — a été confirmé. Et, quelques heures plus tôt selon la même chaîne de télé, le président Biden a déclaré que “C’est accablant”; il ne fait aucun doute qu’il voulait dire “Les preuves sont accablantes”.

Y a-t-il ici une analogie utile avec la science ? Bien sûr que oui, l’équivalent dans le domaine judiciaire d’une “hypothèse nulle”, c’est-à-dire la “présomption d’innocence” — mieux connue

sous le nom de “innocent jusqu’à preuve du contraire” — vient d’être rejeté par le jury de 12 membres. En poursuivant l’analogie avec la science, et en se fondant sur le verdict de culpabilité pour les trois chefs d’accusation rendu contre l’officier Chauvin, on peut soutenir que c’est plutôt “l’hypothèse alternative” — c’est-à-dire l’hypothèse “Chauvin n’est pas innocent” — qui a été acceptée à la place de “l’hypothèse nulle” (Chauvin est innocent).

Il est fort probable que ce verdict de culpabilité fera l’objet d’un recours en appel, car ce genre de contre-demande est souvent formulée par des scientifiques opérant dans le cadre d’un processus ou démarche scientifique. Ai-je besoin ici de faire allusion à la dialectique, de rappeler au lecteur que nous assistons à une confrontation, un clash, entre une thèse (l’agent de police est innocent) et son antithèse (l’agent de police est cou-

pable) ? Il s’agit d’un affrontement qui peut aboutir à une synthèse réussie ou à une synthèse avortée, quelle que soit la nature de cette synthèse ?

Au final, c’est à vous, lecteur, de décider ! Quelle que soit votre conclusion, que votre réponse soit correcte ou incorrecte, elle n’en constituera pas moins un pas en avant dans la recherche de la vérité toujours insaisissable.

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Frantz
Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BETWEEN UNKIN & PALMEX RD)
FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



POÈMES
Floraison

«Ma vie amoureuse se résume ainsi : d'être avec toi dans les bons comme dans les mauvais moments, de passer à toi quand tu es loin de moi, de vivre avec toi aussi longtemps que tu le voudras.»
-Rosie Bourget-

«Si l'argent pouvait acheter l'amour à ce point on n'aurait pas à voler des coeurs pour les briser après.»
-Rosie Bourget-


«Il y a un vide dans mon cœur qui a besoin de ton amour pour le combler.»
-Rosie Bourget-

par Rosie Bourget

978-1-6282-228-4

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor



Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers	Tumeur
Traitements pour douleurs,	Hernie
Fièvre	Circoncision
Immigration	Tests de sang et de grossesse
Planning familial	Grippe
Infection	

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l’édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l’édition courante ou celle désirée.



HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye!

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA



NOU TOUT FATIGE AVÈK COVID-19

Men COVID-19 poko fini. Ni batay nou an poko fini.

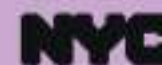
KONSA, KISA KI GENYEN ANSWIT?

- KONTINYE TESTE SOUVAN, MENMSI OU PA GEN SENTÒM, SOF SI OU PRAN TOUT DÒZ VAKSEN AN***
- FÈ TÈS LA IMEDYATMAN SI OU SANTI OU GEN SENTÒM RIM OSWA GRIP**
- TOUJOU METE MASK EPI PRATIKE DISTANS SOSYAL**
- EPITOU LÈ MOMAN OU RIVE, PRAN VAKSEN AN**

Prevansyon transmisyon COVID-19 kòmanse avèk lè nou konnen si nou genyen li. TÈS LA DISPONIB GRATIS POU OU.

Ale sou sitwèb t testandtrace.nyc oswa rele nimewo 212-COVID19

*Si ou pran tout dòz vaksen an kont COVID-19, ou pa bezwen teste sof si ou gen sentòm COVID-19. Ka gen diferan egzijans pou teste requirements nan sèten anviwònman.



NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 16

ine et leurs amis de toutes ethnies de crier VICTOIRE ! C'est une nouvelle ère, quand un policier blanc est trouvé coupable du meurtre d'un NOIR!

EN VRAC —D'ici et de là

***La Cour de cassation, amputée de trois membres, a décliné d'assermenter les juges du président.** C'est lundi, 19 avril, que les six juges restant à la Cour de cassation, réunis en assemblée, ont pris cette décision. Ainsi, la plus haute instance judiciaire du pays s'oppose au président de facto Jovenel Moïse, qui avait, illégalement, nommé ses propres juges, après en avoir licencié trois autres, y compris le juge Yvickel Dabrésil, qui a été arrêté en pyjama, ainsi qu'une vingtaine d'autres citoyens, vers 2 heures du matin, le 7 février 2021, dans l'affaire du coup d'État appelé Petit-Bois, concocté par Jovenel Moïse et ses sbires pour s'accrocher au pouvoir, à la fin de son mandat ce jour même. (On notera que tous ceux qui ont été arrêtés illégalement ont été libérés, d'ordre de la justice).

Toutes les associations professionnelles de magistrats ont applaudi la décision de la Cour de cassation et sont à l'attente d'autres mesures, surtout la décision de la Cour supérieure des comptes et du contentieux

administratif (CSC/ CA) dans le dossier de la juge Wendelle Coq Thélot, suite à sa révocation, toujours illégalement, par Jovenel Moïse, qui a également bloqué ses redevances, y compris sa pension. La juge avait eu recours à la CSC/CA, qui se fait encore attendre.

***Religions pour la paix ayant plié bagages, le président de facto, isolé, se tourne vers le président de la Cour de cassation, édentée, et vers le président du Sénat, disloqué, en guise de bouffée d'oxygène.** C'est le lundi, 19 avril que le président de facto, Jovenel Moïse, a émis un tweet, pour se féliciter d'avoir rencontré des personnalités, qu'on dirait de poids, surtout à ce carrefour où le vide se fait autour de lui.

Laissons-le parler lui-même : « *J'ai eu le plaisir de recevoir, ce lundi 19 avril, les présidents du Sénat et de la Cour de cassation pour discuter de la conjoncture socio-politico-économique. Je reste ouvert au dialogue sans lequel on ne parviendra jamais à résoudre cette crise qui mine le pays depuis 1806.* »

Quant au sénateur Joseph Lambert, il laisse glisser une pointe dans sa déclaration concernant la rencontre : « *J'ai plaidé l'urgente nécessité de renouveler le personnel politique, j'ai confirmé ma position favorable à une réforme constitutionnelle et j'ai soutenue l'inopportunité du refe-*

rendum prévu au 27 juin prochain » (nous soulignons avec les lettres grasses).

À ne pas oublier que M. Lambert avait, lors d'une interview fleuve, admis que M. Moïse se comporte comme dictateur, qu'il ne pouvait jamais appuyer un changement de constitution qui bannirait le Sénat. Ainsi, mentionnant *l'inopportunité du referendum*, il ne fait qu'enfoncer le clou dans la plaie.

Quoi dire du président de la Cour de cassation, René Sylvestre, réputé pro PHTK, qui n'a émis aucun commentaire, suite à la réunion avec le chef de facto de l'État ? Qu'on le laisse en paix, après qu'il a siégé, lors de l'assemblée de la Cour, le même jour, refusant d'assermenter les trois juges nommés illégalement par Jovenel Moïse.

Apparemment, il s'agit d'un dialogue de sourds que M. Moïse tente de lancer car, de partout, il fait face à une fin de non-recevoir.

***Durant trois jours, à partir d'aujourd'hui, 21 avril, jusqu'au 23, fermeture des institutions catholiques, sauf les centres de santé et les hôpitaux.** Après la journée de grève du 15 avril, pour protester contre le kidnapping et la dictature, la Conférence des évêques d'Haïti a décidé de décréter la fermeture de toutes les institutions catholiques du pays, pour protester contre le kidnapping, en général, et par-

ticulièrement contre le rapt des religieux catholiques, le dimanche 11 avril, à Croix des Bouquets, et qui sont toujours entre les mains du groupe «400 Mawozo», dont le chef, Wilson Joseph, alias *Lanmò San Jou*, avait donné, lundi, 19 avril, un ultimatum de 24 heures pour recevoir la somme demandée pour libérer les otages. (Voir les **Éditoriaux**, pages 10 et 11).

***Pendant que les gens meurent de faim en Haïti, le gouvernement débourse allègrement pour s'insinuer dans les vues des autorités de Washington, au détriment du pays se trouvant au bord de l'abîme.** C'est hier, mardi, 20 janvier, que la journaliste vedette de Miami Herald a publié un article hors de l'ordinaire sous la manchette suivante : « **Cash-strapped Haiti has an image problem. The government is spending thousands to fix it.** » (*Haïti, victime d'une pénurie d'argent, a aussi d'un problème d'image. Le gouvernement est en train de dépenser des milliers de dollars pour en faire la réparation.*)

Plus de 4 millions 400 mille d'une population de 12 millions font face à une crise alimentaire aigue, l'inflation a dépassé les 20 % et la misère gagne du terrain. Pourtant des milliers de dollars sont distribués ici et là à des compagnies et des personnages qui ont la possibilité de s'approcher des grands décideurs des États-Unis pour les gagner à la cause de Jovenel Moïse qui, pour-

tant, a perdu tout l'appui du peuple haïtien. Article à lire et à méditer.

***Le président tchadien, Idriss Déby est mort, mardi, 20 avril, par suite des blessures qu'il a essuyées sur le champ de bataille.** Il était âgé de 68 ans et avait accaparé le pouvoir en 1990, à la tête d'un groupe de rebelles. Il se trouvait aux prises avec des rebelles, le jour même des élections. Dire qu'au mois d'août, il a été affublé du titre de Maréchal, et que le dimanche 11 avril, il a été élu, recueillant plus de 73 % du scrutin, pour un sixième mandat.

Un gouvernement de transition, dirigé par son fils Mahamat Idriss Déby Itno, prend la relève, annonçant que des « *élections démocratiques* » auront lieu dans 18 mois.

Des Haïtiens ont été recrutés dans les années 60, juste après l'émancipation de Tchad de la tutelle française, par le premier président tchadien, François Tombalbaye. Parmi eux, Henri Vixamar, originaire de Port-de-Paix, dans le Nord-Ouest Il fut professeur au Lycée Philippe Guerrier des Cayes. Il devint conseiller du président tchadien avec d'autres compatriotes, y compris M. Lubin, avec qui il avait lié connaissance lors de son séjour dans la métropole du Sud. Comme on dit en créole, « *Ayiti toujou la !* »

**Pierre Quiroule II
21 avril 2021**

AFFRONTLEMENTS POLICE-GANGS ARMÉS À MARTISSAN Des policiers mis en déroute, encore une fois

Suite de la page 1

fera rétention d'information, car ne voulant pas que le public sache que les gangs armés ont mis un autre contingent de la PNH en déroute une deuxième fois, en l'espace de quelques semaines.

Selon des témoignages non confirmés par la Police, qui se montre avare d'information, une situation chaotique a régné pendant des heures, sur la Nationale Numéro 2, situation qui s'est développée au moment où la PNH semblait vouloir lancer une offensive contre les gangs armés de Village de Dieu. Des



Mgr Max Leroy Mésidor.

containers vides ont été déposés dans la zone, dans une tentative d'encercler ce fief de Ti-Lapli, qui a mal tourné, dit-on.

Dans les milieux proches des gangs d'Izo et de Ti-Lapli, on laisse croire que cette descente de la Police a été décidée par nouveau Premier ministre intérimaire a.i. qui avait la velléité d'attaquer, dans l'immédiat, le problème de l'insécurité.

Selon le plan, qui a été établie, dans l'exécution de cette opération, les containers ont été déposés en ces endroits, dans le but de diminuer l'ampleur des opérations des bandits, histoire de minimiser les

kidnappings et les braquages.

Mais les hommes d'Izo et de Ti-Lapli ont affronté les policiers durant des heures, paralysant la circulation sur la Route Nationale. Cette opération a donné lieu à une véritable guerre entre la Police nationale et les gangs armés au cours de laquelle plusieurs personnes ont été touchées par des balles.

Au bout du compte, les policiers déployés aux 4^e et 5^e Avenues n'ont pu résister aux assauts des gangs armés. Aussi ont-ils décidé de démobiliser et de vider les lieux.

Selon des témoignages

Suite en page 15

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN Jan bagay yo vire la a, se nou tout ki konsènen

Gen lontan n ap di sa, men gen mounn ki t ap aji kòm si zafè kabrit pa zafè mouton. Lè se te mounn Lasalin, Bèlè, Site Solèy ak lòt kote sa yo ki t ap pran gwo frap, se pa t zafè ki regade yo. Lè se zòt ki pa gen non gran fanmi yo kidnapè, yo ansasen, sa pa t enterese yo. Enben, se youn lòt jwèt pi brutal ki deklanche, pèsoun pa alabri.

Kijan nou konprann sa, kidnapè san okenn mask nan figi yo debake nan youn legliz ak gwo zam fann fwa pandan sèvis ap fèt. Yo pran pastè a sou chè kote l t ap preche a. Yo pran pyanis la ak 2 lòt manm legliz la epi yo pati ak yo. Sa fè gwo bri nan peyi a, menm aletranje yo aprann sa. Men otorite, ki sanse anchaj peyi a, soti depi sou prezidan, pase sou Premye minis, chèf Lapolis, pèsoun pa di anyen. Men pawòl la pran lari, se gwoup Krisla la ki t ap opere, mounn ki zanmi prezidan an. Dayè a vizaj dekouvè, epi jouk jodi a otorite yo pa arete pèsoun, yo pa menm mete youn kominike deyò pou prezante senpati bay mounn legliz advantis yo kote sa te pase, nan Dikini, zòn Kafou, nan Pòtoprens.

Alò, nou tou wè ke otorite yo konplis. Se kidnapè pa yo k ap opere. Sa te pase nan dat premye avril, jou Pwason Davril la, men se pa t okenn Pwason Davril. Se pa t youn jwèt, se te toutbon, otorite yo te deside bay pwotestan yo youn lesan, pou yo sispann òganize gwo manifestasyon kont briganday k ap fèt nan peyi a. Dayè, se pa ka briganday, paske se swadizan sa yo rele gouvènman an ki anchaj briganday la.

Menm jou a se chèf Jimmy Chézier, ke tout mounn konnen sou non Babekyou (*Barbecue*) ki voye ekip « Krache Dife » a al fè youn lòt masak nan Bèlè, kote yo touye 13 mounn, boule kay, boule biznis mounn yo. Epi sa k pi revòltan toujou, le landmen, nou wè Babekyou nan konferans de près k ap di se ekip pa l ki te fè zak nan Bèlè a, ki sitiye amwens de youn kilomèt de Palè nasyonal la, kote prezidan an te ka menm wè lafimen ki t ap monte soti Bèlè.

Pinga nou ri, ni fache, lè m di nou, menm jou vandredi a, nou te wè Babekyou nan fè distribisyon manje ansanm ak Lapolis nan youn katye lavil la. Epi pa bliye ke gen youn manda arestasyon deyè msye depi mwa jiyè 2019 pou masak Lasalin nan, nan dat 13 novanm 2018. Atò kisa nou pa ka konprann nan ? Se prezidan an ak bann ansasen l yo k ap opera ! Se poutèt sa, otorite yo pa met

okenn kominike deyò pou di yo regrèt sa k te pase Bèlè a, ke yo pral regle sa pou fanmi ki viktim yo. Epi yo pral arete malfètè yo. Alò, kounnye a nou konprann sa ansyen Premye minis *Joseph Jouthe* te di a : « *Se rat kay k ap manje kay pay !* »

Tout briganday nou wè k ap fèt ann Ayiti yo se bagay ofisyèl, gang yo konekte dirèk-dirèk ak otorite yo. Kidonk, Babekyou te konn pouki rezon li te rele òganizasyon l nan « *G-9 anfanmi ak alye* » ki fè pati « *Gang federe* »,



Doktè Jeral Batay

ki anrejistre nan Ministè Afè sosyal ! Men nan kisa nou tonbe ann Ayiti : Youn peyi sou kontwòl



Pastè Livio Divèna

gang k ap travay pou youn prezidan de fakto ki konprann li pral fè yo tounen tankou Tonton Makout avèk konstitisyon li soti pou l desann nan gòj pèp la. Men referandòm bouyi vide pou l fè pèp apwouve konstitisyon l nan sanble pran pàn nan wout. Menm *Linné Balthazar*, ki anchaj pati PHTK a, di pa gen fason pou referandòm sa fèt. Menm youn nan PHTK pa t ap vote pou li si l ta fèt kounnye a. Epi n konnen *Balthazar* kanpe sou menm bit ak « *Bandi legal* » yo bay pou *Michel Joseph Martelly* a.

Epi 2 semèn pòko pase depi kidnaping Dikini an, nan dimanch 11 avril la, se Legliz katolik ki pral pran gwo frap pa l. Jou sa a se gang « *400 Mawozo* », nan zòn Kwadèboukè, ki kidnapè 5 prèt, 2 sè relijyez ak 3 lòt fidèl ki te avèk yo pandan yo te anwout pou y al *Galette Chabon*, toupre *Ganthier*.

Yo te pral patisipe nan enstala-syon kire pawas la. Youn semèn pita, mounn yo prizonye toujou, nan men gang « *400 Mawozo* », ki di y ap tann lajan yo mande a pou lage mounn yo. Jan sa prale a, sanble se pwòp gouvènman yo a ki pou debouse kòb la ba yo. N ap tann.

Se konsa sitiyasyon gang nan peyi Dayiti vin pran youn ekstansyon ki pa piti. Vatikan fè deklarasyon sou sa k pase Ayiti a, sitou gen 2 sitwayen franse pami mounn ki kidnapè yo, youn prèt ak youn sè relijyez. Fò m di nou Vatikan se zòn nan lavil *Rome*, nan peyi Itali, kote pap la, ki se pi gwo otorite Legliz katolik la, etabli. Kivedi lè Vatikan mete youn enfòmasyon deyò, tout legliz katolik nan lemond antye vin okouran. Kounnye a se avètisman entènasyonal pou Jovnèl Moyiz ak tout Gang federe l yo. Se pa sèlman ak Ayisyen yo annafè.

An palan de sa, jedi pase, 15 avril, Legliz katolik ann Ayiti bay gouvènman de fakto a youn demonstrasyon ki pa piti. Se tout peyi a ki te bloke jou sa a. Otorite katolik yo te mande pou tout lekòl ak enstitisyon katolik nan peyi a fèmen pou jounen an, pou pwoteste kont diktati ak kidnaping. Men se pa t sèlman lekòl ak òganizasyon katolik yo ki te angrèv pou jounen an, se prèske tout biznis ak lòt òganizasyon nan peyi a ki te pote kole.

Sektè biznis, ki jiskaprezan, te rete bouch fèmen, te mete youn « *Note des associations & Chambres de Commerce* » deyò, nan dat 14 avril 2021, youn jou anvan gwo manifestasyon « *peyi lòk* » pou youn jou a. M ap ban nou youn ti moso nan sa ki ekri a : « *Les associations patronales du secteur privé condamnent avec virulence les actes criminels de ces derniers mois et particulièrement, l'hécatombe en vies humaines dont les nombreux assassinats, attaques armées et enlèvements de membres de la société civile* ».

Nòt la kontinye pou bay anpil detay kijan bagay yo tèt anba nan sosyete a, pou l tèmine konsa : « *C'est pourquoi les associations patronales du secteur privé ont décidé de soutenir et d'encourager les entreprises à observer une journée de fermeture ce jeudi 15 avril en signe de solidarité avec les victimes de ces actes crapuleux et leurs familles* ».

Nou kwè li enpòtan pou n bay lis mounn ki siyen kominike a, paske yo pran responsablite yo jansadwa : « *Laurent Saint Cyr, président COO; Christelle Vaval, vice-présidente, AmCham, Haïti; Geoffrey Handal, président CFH-CI; Wilhem Lemke, président ADIH; Reina Forbin, présidente ATH; Michelle Mourra, présidente CCHCI; Carl Frédéric Behrmann, président AAIVM* ». Kounnye a, se benyen san kache lonbrik. Se pou Jovnèl Moyiz mache pran yo. Kòm yo di an

franse : « *Il n'est que d'attendre* ».

Sa k pi frapè nou toujou, se lè nou wè kijan Legliz pwotestan mete de kote diferans relijyon, pou yo apiye pozisyon Legliz katolik la. Ofisyèl pwotestan yo te met youn kominike deyò ki vrèman montre se tout peyi a ki kanpe ak Legliz katolik. M ap ban nou l jan yo te bay li a, avèk siyati *Dr. Gérard Forges, Dr. Gérald Bataille ak pasteur Luvio Duvernard*, ki pran responsablite yo kòrèkteman.



Monsenyè Loni Satine

Men li : « *Nòt pou laprès : N'ap salye laprès pale, ekri, televize ak sila yo k ap swiv nou via rezo sosyal yo. Pèp ayisyen an jeneral, monn evanjelik la, an patikilye, jodi a peyi a desann nan you nivo pi ba nan istwa l. Pa gen respè pou lavi ankò, moun ou wè maten an ou ka pa wè l nan apre*



Pastè Jera Foj

midì, ou ka pa wè l demen maten. Si yè w te panse w pat konsène, nou vin di w reveye w, kale je w, se nou tout ki ladan l. Nan jou pase yo se te legliz pwotestan ki te tape avèk pastè nou yo, jounen jodi a se frè ak sè nou yo nan legliz katolik, e ankò plis hommes d'affaires, femmes d'affaires, médecins' pèsoun pa epaye. Tout moun ka tape paske se pa nenpòt moun ki te dil».

Se poutèt sa, yo fini kominike a konsa : « *De konsè avèk yo, nou ta mande dirijan pwotestan yo, sa k gen lekòl primè, segondè, inivèsite, lekòl pwofesyonèl, lopital elatriye pou nou tout kanpe demen jedi 15 avril la an siy de solidarite avèk Konferans episkopal la. Devan zak bèt ki pase nan ofelina Kwadèboukè a, legliz la gen dlo nan je l, men nou ta di tout moun pran kouraj, rèy zago loray yo pa lwen pou fini. Se satan kap dirije n kounnye a, se youn rejim barbare, men solèy peyi Dayiti a gen pou leve kanmèm, ke yo vle ke yo pa vle* ».

« *Se pou Bondye ki gen tout*

pouvwa a beni Ayiti ».

Jan nou wè l la a, gen youn nouwèl sitiyasyon nan peyi Dayiti, kote se pa politisyen k ap pale, men se tout sektè k ap di sa pa ka kontinye. Nou te fremi lè nou te wè tout evèk katolik yo nan mès nan legliz Sen Pyè, nan Petyonvil la, nan dat 15 avril la, apre tout klòch legliz toupatou ann Ayiti te bay youn konsè a midi tapan. Kivedi se tout peyi a ki te okouran jounen an.

Se Monseyè *Launey Saturné*, prezidan CEH, òganizasyon ki anbrase tout evèk katolik yo, li menm ki evèk Okap Ayisyen tou, ki te pran lapawòl nan Legliz Sen Pyè a jedi pase. N ap bay kèk pasaj kote l te frapè byen fò. N ap bay yo an franse jan l te di l la. Li te pase pran òganizasyon ki gen ladann tout peyi nou rele kominote entènasyonal la, CORE Group la tou. Koute : « *Que les pays amis ne se comportent pas comme des témoins passifs de ce que nous vivons aujourd'hui. Au nom de la fraternité universelle et de la solidarité internationale, il n'est pas bon de laisser un pays aller à sa perte* ». Pèsoun pa ka di m yo pa konprann sa monseyè a vle di. Sispann bakòp prezidan de fakto a, gade nan ki tray pèp ayisyen an ye.

Men se Ayisyen l mande pou met gason ak fanm sou yo pou yo fè sa yo dwe fè, pou delivre peyi a. Men li : « *Il faut que tous les Haïtiens assument leurs responsabilités pour changer cette situation parce que c'en est trop et que nous n'en pouvons plus. Nous avons besoin de vivre. Nous devons vivre* ». Epi li raple nou pawòl Pap *Jean-Paul II* te di lè l te pase ann Ayiti nan dat 9 mas 1983, lè diktati *Jean-Claude Duvalier* a t ap toupizi peyi a ak tout pèp la : « *Il faut que quelque chose change ici* ». Epi li lage pawòl pa l, an bon kreyòl : « *Fòk sitiyasyon sa a chanje. Nou pa kapab ankò, nou bouke* ». Epi nou tout di youn gwo AMÈN !

**Ti Renm/
RENN PWONMENNEN
21 avril 2021**



HAPPENINGS!

Continued from page 1

cial jails, under the watchful eyes of a gang more powerful than the Police establishment, which itself is under the thumb of President Jovenel Moïse, who has close contacts with the gangs, something confirmed by the relations of renowned gang leader Jimmy Chérizier, aka Barbecue, with the authorities.

That the Catholic Church has taken a strong stand in denouncing government inaction is a departure from the norm. Cardinal Chibly Langlois, the Archbishop of Cayes, who had been instrumental in saving the presidency of Michel Martelly in 2014, is quite critical of the present regime. In an interview to the *Agence*

France Presse (AFP) and the Haitian daily *Le Nouvelliste*, which published it in its April 16 edition, the Cardinal addresses the issue of kidnapping: “The people are plain tired with the kidnappings,” he said, adding: “Truly we can stand it no more. It is too much. Notably, there is some sort of helplessness on the part of the authorities.”

During the nationwide strike, April 15, against dictatorship and kidnapping, called by the Catholic Church, the president of the Episcopal Conference of Haiti (French acronym CEH) spoke eloquently. During the special mass at the St. Peter Church in Pétiion-Ville, attended by all the Bishops of Haiti, Archbishop Launay Saturnay said: “We ar-

dently hope that the friendly countries will not act as idle witnesses of what we are undergoing today. In the name of universal fraternity and international solidarity, there is nothing good to let a country go down as a total loss.”

Meanwhile, Jovenel Moïse is hell-bent on setting up a dictatorship via an illegal Referendum on a new Constitution. Contested by eminent voices in Haiti, the de facto president dispatched a team to the Diaspora in the US, thinking that Haitians abroad could be easily corralled into supporting his June 27 Referendum and the tailor-made elections in September of this year. How can the State Department support such travesty, while

issuing the most severe No.4 Travel Warning about Haiti which should be shunned by Americans?

Read about it in adjoining columns in a thorough report by Christian Nestor, who attended a town hall meeting at the Haitian Embassy in Washington, on April 13. Interestingly, Mr. Nestor, not yet 30, is a second generation Haitian American, born here, who had a promising career in the military, having left as a commissioned Second Lieutenant. He attended the prestigious Howard University in Washington, graduating with a B.A. in Political Science and a minor in Leadership, and attended Loyola University College of Law in New Orleans, graduating with a certificate of International Studies. He passed the exam of the Washington Bar and was sworn in as an attorney on January 27, 2021.

Christian Nestor, from a Hai-

tian family very concerned about their country of origin, is involved in Haitian community affairs, being a staff attorney for the Bridge Alliance, a small non-profit involved in helping refugees and new immigrants. Moreover, he has been involved in helping with another non-profit organization, “Uplift Haiti, Inc., started by his mother and which has worked in Baradères, in the Nippes department in Haiti. He has travelled there three times.

This is the young Haitian Diaspora voice telling like it is about what is happening in Haiti and what should be expected, if Jovenel Moïse were to succeed in wrecking the democratic experience in Haiti. We recommend **“Haiti: The June Referendum and the Return of Duvalierism.”**

RAJ

April 21, 2021

raljo31@yahoo.com

Haiti: The June Referendum and the Return of Duvalierism

By Christian Nestor

Introduction

On June 27, 2021, a constitutional referendum is scheduled to be held in Haiti. Eligible voters will have the opportunity to vote for a



Christian Nestor

new constitution, drafted by a small group picked by Haitian President Jovenel Moïse. This referendum is extremely controversial for a myriad of reasons and has met fierce opposition from many, including most in the Haitian Diaspora.

First, Haiti’s Constitution explicitly prohibits modification of the constitutional text by referendum. Second, many Haitian legal experts, including judges who sat on the Haitian Supreme court, have asserted that President Moïse’s term ended on February 7, 2021. Finally, many Haitians oppose the referendum because it expands the power of the president exponentially, turning the position into one with little accountability and almost no checks and balances. This referendum is extremely dangerous, and the Moïse administration should not even be trusted to hold fair and free elections.

Background

Emerging, on February 7, 1986,

from the 29-year dictatorship under two so-called “presidents for life” — François Duvalier and his son Jean-Claude—, the drafters of the 1987 constitution were very wary of the president of Haiti having too much power. In February 2021, the Independent Consultative Committee, set up by the Moïse Administration, published a new draft constitution to the public. That draft constitution is extremely problematic, especially given the corrupt nature of the Moïse administration.

That administration uses gangs in Haiti to maintain control of the citizens, similar to the way the Duvalier regimes used the Tontons-Macoute in their administrations. One example of the Moïse administration’s involvement with gangs is his link to Jimmy “Barbecue” Chérizier, involved in the La Saline Massacre on November 13, 2018. According to UN reports, 15 to 25 civilians were killed over a 24-hour period. In the aftermath, two senior government officials, Joseph Pierre Richard Duplan, a former Port-au-Prince mayor who served as the president’s representative for the West region, and Fednel Monchéry, the executive director of the Interior ministry who has been implicated in a U.S. visa scandal, were investigated for playing an active role in the massacre. Finally, in December of last year, the United States Treasury Department imposed sanctions on Mr. Moïse’s close allies — including Duplan and Monchéry as well as on Chérizier — for providing political protection and weapons to gangs that targeted opposition areas, making special mention to the La Saline massacre.

Along with his administration actively partnering with

gangs, President Moïse has been implicated in the fraudulent and illegal management of government assets in various ministries. Under PetroCaribe, a strategic oil alliance signed with nearby Venezuela in 2008, Haiti saved precious dollars by buying fuel at curt rate prices from Venezuela and benefitting from deferred payment on a large portion of the debt, up to 25 years. Successive governments were supposed to use the extra money to develop the economy and fund social programs. Instead, at least \$2 billion were unaccounted for from the budgeted funds and another \$2 billion just disappeared. In 2020, Haiti’s High Court of Auditors released a report in which the judges condemned current Haitian president Jovenel Moïse for being at the heart of an “embezzlement scheme” in relation to the PetroCaribe Fund, even before he took office.

The June 27, 2021 Constitutional Referendum is Unconstitutional

Article 284.3 of the 1987 Haitian Constitution strictly forbids general elections to amend the Constitution by referendum. Moreover, Article 282 of the Constitution specifies the only way an amendment may be added is on the recommendation of the two Houses or of the Executive Branch. But it’s the Legislature which may declare that the Constitution should be amended. Article 281-1 further explains that the declaration must be supported by two-thirds of each of the two Houses. Finally, amendments to the constitution may be made only in the course of the last Regular Session of the Legislative period and shall be published immediately throughout the territory to be passed. But

President Moïse, unilaterally, has called for the June 27 constitutional referendum. To be noted, in 2019, President Moïse’s government failed to hold timely parliamentary and municipal elections, either through sheer incompetence or simply in bad faith. With no functioning Parliament (besides no elected mayors and other local officials) to pass any legislation, Moïse has transitioned into governing by decree since after he engineered the dysfunction of Parliament on January 13, when the mandate of all Lower House members and of 10 senators expired. Singlehanded, he illegally dismissed 10 other senators, reducing the Senate to 10, thus unable to have quorum in a membership of 30.

In one of his decrees, Moïse created and installed the nine members of a Provisional Electoral Council (CEP) after a divided Haitian Supreme Court opted not to swear them into office. The CEP is the sole agency responsible for presidential and parliamentary elections. President Moïse’s appointed his provisional Council with the specific purpose of preparing a referendum for a new constitution. Without being sworn in by the Supreme Court, as constitutionally mandated, the CEP has no legal basis and is not legitimate. The country’s highest court must play its role of guarantor of democracy and enforcer of the rule of law in Haiti. President Moïse does not have the authority, under the 1987 constitution, to unilaterally call for a constitutional referendum without approval of two-thirds of both Houses of the Legislature. Further, the CEP that he formed has no legitimate power to oversee any election or a referendum.

President Moïse’s Term Ran out February 7, 2021

President Moïse is no longer the rightful president of Haiti. Based on the electoral law under which he was elected, his term began on February 7, 2016, although there was an interim president who stood in for a year, after a canceled election. While Moïse did not officially take the reins of power for another year, the constitutional five-year term of a Haitian President, according to the 1987 constitution, should have ended on Sunday, February 7, 2021. All legal experts agree that it is so. President Moïse has refused to step down, despite the relentless pressure from all sectors of Haitian society. In response to demonstrations against his administration, President Moïse has used gangs to disperse crowds of protesters.

The New Constitution Gives Future Presidents Dictatorial Powers

The new constitution that President Moïse is proposing raises several alarm bells. There are several worrying provisions he has included in his new constitution that drastically increase the powers of the president. In his new constitution, President Moïse plans to dissolve the Senate completely, leaving only the House of Deputies which, like the last one, the majority of the members being of the ruling PHTK, *Bald Headed*, party, named after its bald-headed founder, former President Michel Joseph Martelly. Moïse also plans on abolishing the position of prime minister, replacing it with a vice president. The prime minister of Haiti is the head of government. That office was cre-

Suite en page 12

PHTK VENT DESSUS : LE MALHEUR NE VIENT PAS SEUL Jovenel Moïse lâché par ses amis et alliés

Les appuis se retirent, les amis de tous bords aussi...

Suite de la page 1

femmes et de religieux dans tout le pays ». Sans perdre de temps, l'Organisation des États américains (OEA), qui opine toujours en tandem avec le BINUH, a fait entendre sa voix. Par l'organe de son secrétaire général, l'impénitent Luis Almagro, elle s'est prononcée en ces termes : « L'OEA suit de très près la situation en Haïti et déplore la détérioration du climat sécuritaire, et plus particulièrement la recrudescence des cas d'enlèvements et d'assassinats, y compris celui de cinq religieux survenu le week-end dernier ».

Il semble que l'organisme hémisphérique, qui s'est réfugié dans un mutisme coupable, par rapport aux dérives criminelles de Jovenel Moïse, a jugé nécessaire de ne rien laisser au hasard. Aussi a-t-il ajouté, dans le même communiqué : « Le droit à l'intégrité physique, écho du respect de la vie humaine, étant un principe fondamental des droits de l'homme, qu'il convient de préserver, le secrétaire général de l'OEA fait appel aux autorités

haïtiennes pour qu'elles prennent les mesures nécessaires afin de garantir le droit à la vie et à la dignité à l'ensemble de ses citoyens ».

Et, l'OEA d'ajouter sur sa lancée : « Le secrétaire général de l'OEA exhorte les autorités



Gabriel Fortuné, c'est l'heure de trouver un autre port d'ancrage.

concernées à déployer tous les efforts requis en vue de protéger la population haïtienne et de lui permettre d'évoluer dans un environnement paisible où la peur et la violence n'ont pas droit de cité ».

L'organisme régional, qui n'avait jamais, auparavant, fait d'

allusion aux massacres et assassinats, qui ont été perpétrés sous le régime PHTKiste dirigé par Jovenel Moïse, alors que, de son côté, le BINUH avait dénoncé les tueries orchestrées, notamment, par Jimmy Chérizier (Barbecue), Fednel Monchéry et Pierre-Richard Duplan, se croit autorisé, cette fois, d'exhorter la clique au pouvoir à mener des enquêtes sur les nombreux crimes commis dans les quartiers défavorisés, insistant pour que leurs auteurs soient pleinement identifiés et poursuivis en justice..

Si les Américains n'ont pas encore fait état de leur changement de politique, par rapport à Haïti, dans la mesure où, comme l'avait indiqué Ned Price, le porte-parole du Département d'État, les États-Unis modèlent leur politique haïtienne sur l'OEA.

Quant à ce qui reste de la communauté internationale, regroupée au sein du CORE Group, qui se comporte en mouton de Panurge, il faut lui donner du temps, séparément, avant que tous ses membres trouvent la formule idéale pour s'exprimer. À

noter que parmi tous les diplomates qui sont, au cours de ces derniers mois, intervenus sur la crise haïtienne, l'ambassadeur de France, José Gomez s'est, plus d'une fois signalé, notamment en



Liné Balthazar, l'heure d'abandonner le navire.

dénonçant l'insécurité ambiante entretenue par les gangs armés et l'échec de la campagne d'inscription des votants par l'émission de la carte Dermalog. Deux facteurs, selon M. Gomez, qui rendent impossible la tenue des élections que Jovenel Moïse veut imposer de manière illégale au

peuple haïtien.

À ce tournant, il faut s'attendre à un changement spectaculaire de la situation, qui risque de chambouler les plans du président de facto.

Les projets de référendum et d'élections rejetés par les amis de Jovenel Moïse

Si la communauté internationale, par l'organe des Nations Unies et de l'Organisation des États américains a déclaré les projets d'élections et de référendum de Jovenel Moïse peu crédibles, ses amis sur le terrain, surtout au sein du PHTK, toujours à la remorque du « Blanc », ne vont pas tenir tête en continuant à supporter ces projets mort-nés. On comprend alors pourquoi des ténors PHTKistes n'ont pas hésité à répudier les plans qui ont été échafaudés pour la tenue du référendum au mois de juin, plans autour desquels s'étaient agglutinés les amis et alliés de Moïse.

En effet, moins d'une semaine après que le BINUH se soit prononcé, décrétant impossible

Suite en page 9

ÈSKE OU KALIFYE POU VAKSEN COVID-19 LA?

Si ou gen omwen 60 an, ou se yon chofè ki gen lisans Komisyon Taksi ak Limouzin nan (Taxi and Limousine Commission, TLC), yon èd pou laswenyay lakay, yon travayè restoran oswa livrezon, yon travayè magazen manje oswa episri, ou kalifye pou pran vaksen COVID-19.

Vaksen COVID-19 yo disponib gratis pou moun New York ki kalifye yo, kèlkeswa estati asirans oswa imigrasyon yo.

Chèche yon randevou jodi a!

Ale sou nyc.gov/vaccinefinder oswa rele **877-829-4692** pou pran randevou nan yon lokal vaksinasyon Vil la ap jere.

**NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY**

NYC
Health
Bill de Blasio
Mayor
Drew A. Chinakhi, MD, M
Maim Karmayon

PHTK VENT DESSUS : LE MALHEUR NE VIENT PAS SEUL

Jovenel Moïse lâché par ses amis et alliés

Les appuis se retirent, les amis de tous bords aussi...

Suite de la page 8

fprononcé, décrétant impossible l'organisation des scrutins selon l'horaire qu'avait envisagé le président de facto, des proches amis et conseillers de ce dernier « ont commencé à abandonner le bateau ».

D'abord c'est Liné Balthazar, président du PHTK et conseiller de Jovenel Moïse, qui répudie le projet de référendum pour une nouvelle constitution prévue pour le 27 juin de cette année. Intervenant sur Magik-9, une station de radio de la capitale, M. Balthazar dit découvrir l'absence de conditions techniques et politiques pour mener une telle activité dans le délai imparti, soit dans moins de deux mois.

En fait, Balthazar avance l'argument que l'opposition démocratique n'avait jamais cessé d'agiter, ces derniers mois, pour déclarer, en sus de l'inégalité constitutionnelle de

cette démarche, sa faisabilité technique. Tel que l'ambassadeur français, José Gomez, l'avait signalé, pour justifier son refus d'appuyer les démarches électoralistes du président de facto.

Dans son argumentaire contre les élections, Liné Balthazar signale l'impossibilité pour l'ONI de générer assez de cartes Dermalog pour satisfaire tous les électeurs. Selon celui-ci, cette institution n'a pas la capacité de livrer les cartes en quantité suffisante aux demandeurs avant la date prévue pour le scrutin, c'est-à-dire le 27 juin.

Et Liné Balthazar d'expliquer, s'appuyant sur des statistiques qu'il prétend obtenir du BINUH, il situe le nombre d'électeurs à 6 700 000. Or, l'ONI n'a pas le potentiel de fournir cette quantité de cartes.

Aussi le président du PHTK tire ainsi sa conclusion : « Nous ne voulons pas parti-

ciper à cette conspiration du silence. C'est pourquoi, nous nous dissociions de cette démarche ».

Un autre membre proche de l'entourage de Jovenel Moïse, l'ex-sénateur du Sud Gabriel Fortuné, conseiller du président de facto, qui a été aussi pressenti, pour devenir Premier ministre de M. Moïse, voit, lui aussi, une chimère dans ce projet d'élections. Voilà pourquoi il conseille à son ami de faire le retrait de son projet de référendum du 27 juin.

Dans son intervention publique, Gabriel Fortuné n'y va pas avec le dos de la cuillère pour exposer ce qu'il assimile à un échec cuisant, « une catastrophe programmé », soutient-il.

L'ancien maire des Cayes, un des premiers supporters de Jovenel Moïse pense qu'il est en train de s'embarquer dans un projet dont l'échec est annoncé d'avance.

Parti en guerre contre l'organisation d'élections, dans les conditions que l'entend Jovenel Moïse, il se dit également opposé au changement de la Constitution que cherche le président de facto, une démarche qui va déboucher sur un branlebas sociopolitique, en dehors d'un consensus minimal au sein du peuple haïtien.

Un autre homme politique proche du pouvoir s'est déclaré opposé à l'organisation des élections, cette année, sous la houlette de Jovenel Moïse est l'ex-sénateur Jean-Hector Anacacis, fondateur de la Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation haïtienne (LAPEH), qui avait un représentant au sein du gouvernement dirigé par Joseph Jouthe.

Selon lui, au rythme où l'ONI émet les cartes Dermalog, même dans « cinq ans », il ne pourra produire les plus de 6 700 000 millions de

cartes qu'il faudra pour toutes les personnes en âge de voter. En ce sens, il est du même avis que Gabriel Fortuné et Liné Balthazar.

Il faut dire que le projet de référendum constitutionnel et d'élections sur mesure, que Jovenel veut se donner est en chute libre. Si le président du tiers du Sénat, Joseph Lambert, s'était gardé de se prononcer à ce sujet, avant le 7 février, il semble qu'il ait trouvé opportun de placer son mot maintenant. C'est pourquoi, lors de sa rencontre avec le président de facto, il affirme l'avoir informé de l'« inopportunité » du référendum en vue de changer la Constitution.

Le vide se fait autour de Jovenel Moïse

Le régime PHTKiste dirigé par l'équipe Jovenel Moïse bat de l'aile, après la démission de Joseph Jouthe. Le départ de ce

Suite en page 13

MASQUES HAITIENS EN GROS ET EN DETAIL
TO ORDER, CALL (516) 859-4106

DISPOSABLE AND WASHABLE MASKS FOR SALE

WE WELCOME WHOLESALE AND RETAIL WE SPEAK ENGLISH SPANISH, FRENCH AND CREOLE

CELL: (516) 859-4106 CALL US: (718) 400-8463

VIVE HAITI CHERIE

VISITEZ-NOUS A: PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423
(Bet 190 and 191 Streets)

ÉDITORIAL



Le rapt contre rançon des religieux : L'immoralité au pouvoir

On n'a point cessé d'attirer l'attention sur l'aspect criminel du régime PHTKiste piloté par Jovenel Moïse. À la suite de l'enlèvement contre rançon des religieux catholiques, dont cinq prêtres et de sœurs catholiques, les hommes et femmes au pouvoir affichent leur immoralité dans toute sa laideur. Plus d'une semaine, après la prise en otages de ces personnes, aucune information rassurante de leur part n'a été communiquée, pendant que des rumeurs font état de la condition précaire de l'état de santé de certains d'entre eux. Alors que tout le monde au pays sait que l'opération qui a donné lieu à ce crime entre dans le cadre d'une étroite collaboration entre les dirigeants du pays et les gangs armés.

Personne, en Haïti, ne croit à l'innocence des résidents du Palais national, dans l'enlèvement des religieux catholiques, survenu le dimanche 11 avril, à Croix-des-Bouquets, au moment où ils étaient embarqués dans un véhicule qui devait les conduire à l'inauguration du curé de la paroisse de Galette Chabon, non loin de Ganthier, sur la route menant vers la frontière haïtiano-dominicaine. D'aucuns s'imaginaient que, par pure décence, Jovenel Moïse aurait immédiatement ordonné à ses lieutenants d'intimer l'ordre aux kidnappeurs, ses alliés dans ces crimes, de libérer les victimes, dans le plus bref délai. Une façon d'épargner au pays l'humiliation internationale et la honte qu'attire sur lui un acte criminel si odieux.

Quoique pensent Jovenel Moïse et son équipe, les étrangers ne sont pas dupes quant à la manière dont sont menées les actions du kidnapping, et qui en sont responsables. Quand bien même les gouvernements tardent encore à prendre des dispositions, en vue de libérer leurs citoyens, rien ne dit qu'ils se résignent à endurer indéfiniment de telles fantaisies de manière pacifique. Car la patience des gens de bien a ses limites, surtout quand ils ont affaire avec des voyous sans foi ni loi, comme ceux qui mènent la danse à Port-au-Prince.

Après avoir observé plus de 800 cas de kidnappings en Haïti, y compris ceux de plusieurs étrangers, notamment, des Américains, des Canadiens, présentement des ressortissants français, ainsi que d'autres nations, le profil des ravisseurs n'est plus un secret. Plus de mystère par rapport à l'industrie du rapt contre rançon. Dans les milieux proches de certains gouvernements

étrangers, la documentation des opérations de kidnapping s'effectue systématiquement, soit en ce qui concerne les participants ou bien relatif au modus operandi de l'encaissement des rançons. Au bout du compte, seront bien établies les relations de proximité existant entre les décideurs du pays et les criminels qui exécutent les basses œuvres de ceux-là. Voilà pourquoi les moindres gestes posés ainsi que les propos lâchés, de part et d'autre, sont minutieusement analysés, pour futures références. Car au moment où ils s'y attendent le moins, sonnera l'heure du règlement de compte. À l'instar, on se souvient, d'Amaral Duclona, le chef de gang de Cité Soleil, durant les années 2004-2006, qui faisait les kidnappings et les assassinats au nom de Jean-Bertrand Aristide, avait des démêlés avec la justice française.

En effet, objet d'un avis de recherche de l'Interpol, sur une plainte de la France, sous l'accusation d'enlèvement suivi d'assassinat, en Haïti, d'un citoyen français d'origine haïtienne, Duclona était activement recherché par la Police haïtienne, si bien qu'un jour, coincé par les forces de l'ordre, à la capitale haïtienne, il s'était empressé de faire un appel téléphonique au Palais national d'où fut dépêché un véhicule blindé qui l'arracha à une arrestation certaine. Après avoir ainsi frôlé la capture, Duclona se dépêcha de se réfugier en République dominicaine, sous un nom d'emprunt. Logé à la station balnéaire Punta Cana, il fut appréhendé par la Police dominicaine et remis aux autorités judiciaires françaises qui le firent transporter à Paris. Voilà le fugitif aux prises avec la justice française.

De toute évidence, Jovenel Moïse, le vrai patron du kidnapping, en Haïti, et ses partenaires, le « G-9 en famille et Alliés », d'ailleurs « fédérés », ne doivent pas oublier que le déni de justice est temporaire. Aussi n'est-il pas opportun de leur dire : vogue la galère !

À entendre Jovenel Moïse et les chefs de gangs émettre des opinions, en privé, on s'instruit de ce qui se passe dans leur intimité. Suite au rapt des religieux catholiques, fait-on remarquer, le président de facto, réagissant à l'idée selon laquelle cet enlèvement était une erreur monumentale, il aurait répondu : « Même si c'était le Nonce apostolique lui-même, il aurait été enlevé ». Dans le même contexte, un chef de gang, qui tient à justifier les millions que les ravisseurs exigent comme rançon, a répondu : « Nous ne recevons qu'une

poussière de ce qui est payé ».

En clair, tous ces raisonnements mènent à la conclusion que le kidnapping contre rançon reste une activité exploitée en partenariat, entre les hommes et femmes du pouvoir et les gangs armés proches de la présidence. Comment expliquer le fait que toutes les victimes d'enlèvement soient extérieures au pouvoir ou liées aux mouvements anti-gouvernementaux ? Les rares fois où, de concert avec le Palais national, des personnes proches du régime en place sont prises en otages, il s'agit de cas visant à prouver que les proches du gouvernement sont aussi victimes d'enlèvement. Dans cette catégorie, il faut signaler Marizta Beaubrun, la femme du chef de sécurité de la présidence, Dimitri Hérard. Celui-ci devait effectuer une descente à Village de Dieu, où avait été conduite son épouse après son enlèvement. Libérée sans verser de rançon, Mme Hérard, qui regagna sa maison saine et sauve, se félicitait du bon traitement dont elle avait été l'objet de la part de ses soi-disant ravisseurs.

Signalons aussi le cas de Guerline Joseph, policière affectée au Service de sécurité du Palais national, sous le commandement de Dimitri Hérard, qui a été également prise en otage. Bien que son enlèvement ait été annoncé, aucun montant n'a été indiqué comme rançon pour sa libération. Voulant faire accroire qu'elle a été soumise au « *supplice du feu* », ses ravisseurs avaient diffusé une vidéo la montrant allonger volontairement ses mains vers une torche allumée, sans être forcée de se soumettre à ce que ses ravisseurs voulaient faire passer pour le supplice du feu. Libérée par la suite, moins de quatre jours après son kidnapping, Mme Joseph a réintégré sa garnison, au Palais national, sans autre forme de procès. Ni vu, ni connu !

Dans la gestion des cas de kidnapping, Jovenel Moïse et ses partenaires ne font point d'économie d'immoralité. Le cas des religieux catholiques kidnappés ne fait point d'exception. S'imaginant que le président de facto avait encore une dernière once d'humanité en lui, des observateurs et certains gens qui pensaient qu'il était encore capable d'actes élogieux s'attendaient à ce qu'il prenne charge des négociations avec ces bandits, que son gouvernement a l'habitude de traiter en partenaires, comme cela a été le cas avec les deux jeunes Dominicains et leur interprète haïtien. D'aucuns se berçaient d'illusion à son sujet, pensant que pour avoir rendu visite au Pape François, en

janvier 2018, qu'il prétendait, lors, avoir promis d'effectuer une visite en Haïti, il aurait fait preuve de reconnaissance et de respect à l'égard du souverain pontife, en posant un geste exceptionnel. C'était ignorer que le président de facto fait plutôt dans le vodou et que la première dame, Martine Joseph Étienne, fille d'une *manbo*, aidant, il se sent plus à son aise avec les *manbos* et les *houngans*, et plus redevables envers eux.

Au fait, rien que les conditions dans lesquelles sont détenus les religieux catholiques et ceux qui les accompagnent, en captivité, auraient dû interpeller Jovenel Moïse à s'impliquer directement dans les pourparlers pour arriver immédiatement à leur élargissement. Mais la condition inhumaine de leur détention ne l'inquiète point.

En effet, des rapports de presse font état de la santé précaire d'au moins deux d'entre eux qui, diabétiques, ne prennent leurs médicaments ponctuellement, ni ne mangent de manière adéquate, à des heures régulières. Un organe de presse français aurait révélé, d'autre part, que les kidnappeurs n'ont pas offert d'espaces d'hébergement dignes d'êtres humains à leurs otages. Il est rapporté que les pieds et mains liés, ces derniers sont littéralement parqués sous un manguiier, donc forcés de dormir à la belle étoile et exposés aux intempéries, jour et nuit.

En présence de tous ces faits, quel homme d'État authentique hésiterait à entrer en action pour résoudre sans délai cette crise ? Surtout que le kidnapping a droit de cité en Haïti, en raison de la complicité des autorités et leur manquement au devoir. À moins d'être un Jovenel Moïse qui, en dehors de ses nombreuses tares, traîne un déficit total de moralité. Mais qu'il se rappelle, lui et son équipe, en sus de ses hommes de main : il y a un énorme prix à payer.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N.Y. 11435-6235 Tel. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
HAÏTI 1001-Charlevoix 96 Avenue J.F. Kennedy, 3ème étage 11435-6235 Tel. (718) 812-2820 Fax (718) 812-2820		ÉTATS-UNIS 1 an (12 numéros) \$40.00 6 mois (6 numéros) \$20.00
CANADA 1001-Charlevoix 96 Avenue J.F. Kennedy, 3ème étage 11435-6235 Tel. (718) 812-2820 Fax (718) 812-2820		AFRIQUE ET ASIE 1 an (12 numéros) \$50.00 6 mois (6 numéros) \$25.00
EUROPE, AMÉRIQUE ET ASIE 1 an (12 numéros) \$60.00 6 mois (6 numéros) \$30.00		CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE 1 an (12 numéros) \$45.00 6 mois (6 numéros) \$22.50
Nom (en lettres majuscules) _____ Adresse (en lettres majuscules) _____ Ville/Pays _____		EUROPE 1 an (12 numéros) \$60.00 6 mois (6 numéros) \$30.00
Numéro de carte postale _____ Date de naissance _____ Sexe (M/F) _____ Profession _____		
Signature _____ Date _____		

EDITORIAL



The kidnapping for ransom of religious people: Immorality in power

Unquestionably, attention has been drawn regularly on the criminal aspect of the PH-TK, *Bald-headed*, regime led by Jovenel Moïse. However, with the kidnapping for ransom of Catholic clergy, including five priests and two nuns, those in power in Haiti are displaying their ugly immorality. More than a week after these people were taken hostage, there has been no comforting information regarding their wellbeing. There are rumors, however, about the precarious health conditions of some of them. Yet, it is widely known that such crimes occur in close collaboration between the authorities and the armed gangs.

No one in Haiti believes that the folks at the National Palace are innocent in the kidnapping of the Catholic missionaries, on Sunday, April 11, in Croix-des-Bouquets, while in a vehicle going to the inauguration of the parish priest of Galette Chabon, near the town of Ganthier, on the road to the Haitian-Dominican border. Some thought that, out of pure decency, Jovenel Moïse, immediately, would have ordered his lieutenants to instruct the kidnappers, who are his allies in crime, to free the victims as soon as possible. A way to spare the country the international humiliation and shame that such a heinous crime brings.

Whatever Jovenel Moïse and his associates think, the foreigners are not fooled regarding the kidnapping industry. They are aware of how the kidnappers operate and who is mainly responsible. Clearly, the government is slow in taking steps to free the foreign citizens. Though their home countries may show some restraint, it does not mean they are resigned to endure such fantasies indefinitely, without reacting. For there is a limit to the patience of good people, especially when they are dealing with lawless thugs, such as those leading the dance in Port-au-Prince.

After observing more than 800 cases of kidnapping in Haiti, including those of several foreigners, notably Americans, Canadians, and currently French nationals, there is no secret as to the profile of the kidnappers. Also, there is no longer any mystery about the kidnapping-for-ransom industry. Based on information culled from circles close to certain foreign governments, the documentation on kidnapping operations is systematically carried out, whether on the participants or

regarding the modus operandi of the ransom collection. At the end of the day, the close relationship between the country's decision-makers and the criminals who carry out their dirty work is well established. The smallest of gestures made, as well as words spoken by both sides are carefully analyzed for future reference. When they least expect it, it will be reckoning time. In that light, we would point to Amaral Duclona, the gang leader of Cité Soleil, during 2004-2006, who carried out kidnappings and assassinations in the name of Jean-Bertrand Aristide. He ended up having problems with the French justice system.

Thus, Duclona became a target of Interpol, with a wanted warrant issued against him by France, accusing him of the kidnapping and murder of a French citizen of Haitian origin. Actively sought by the Haitian Police, one day he was cornered in the Port-au-Prince by forces of law and order. He hurriedly made a phone call to the National Palace and arrangement was made to dispatch an armored vehicle to snatch him away from sure arrest. After this close call, Duclona went in a hurry to the Dominican Republic under an assumed name. Lodged at the seaside resort of Punta Cana, he was apprehended by the Dominican Police and handed over to French judicial authorities who had him transported to Paris. That is how the fugitive ended in the grips of French justice.

Obviously, Jovenel Moïse, the real boss of kidnapping in Haiti, and his partners, the "G-9 Family and Allies," also "federated," must keep in mind that denial of justice can be only temporary. Things will happen at the proper time!

To hear Jovenel Moïse and the gang leaders express their opinion in private, one learns what goes on in intimacy. Following the kidnapping of the Catholic clergy, unknown to him, he was heard reacting to the latest kidnapping, as if it were a monumental error. He was heard saying: "Even if it were the Apostolic Nuncio himself, he would have been kidnapped." In the same context, a gang leader, wanting to justify the millions that the kidnappers demand as ransom, blurted out: "We only receive a dusting of what is paid."

Clearly, all this reasoning leads to the conclusion that kidnapping-for-ransom remains a partnership between men and women in power and armed gangs close to the presidency. Con-

sider that almost all victims of kidnapping are people outside the government or linked to anti-government movements! On the rare occasions that people close to the current regime are taken hostage, it is for show, in conjunction with the National Palace. Those cases are designed to prove that people close to the government are also victims of kidnapping. In this category, we would mention Marizta Beaubrun, the wife of the head of Palace Security, Dimitri Hérard. The latter, as was reported, made a visit to Village de Dieu to pick up his wife, where she had been held hostage after her kidnapping. Mrs. Hérard, who was freed without any ransom paid, returned home safe and sound and was much pleased with the treatment she had received from her so-called kidnappers.

To be mentioned also is the case of Guerline Joseph, a police officer assigned to National Palace Security, under the command of Dimitri Hérard. She was also taken hostage. Although her kidnapping was announced, no amount of ransom was indicated for her release. In an attempt to make it appear that she was subjected to "fire torture," her captors released a video showing her voluntarily extending her hands towards a lit torch. But there was no forcing her to submit to what her captors wanted to pass off as torture by fire. Subsequently, released less than four days after her kidnapping, Mrs. Joseph returned to her garrison at the National Palace, no question asked. A storm in a teacup!

In the management of kidnapping cases, Jovenel Moïse and his partners do not spare any degree of immorality. The case of the kidnapped Catholic religious people is no exception. Some people thought that if the de facto president still had one ounce of humanism left in him, he would have shown so in this case. They say he would have taken charge of the negotiations with the bandits, just as has done before. And they point to the case of the two young Dominicans and their Haitian interpreter, who were released after government intervention. Some people were even under the illusion that he would have been grateful toward Pope Francis and shown him some respect by making an exceptional gesture in the case of the Catholic clergy. After all, when Moïse returned, in January 2018, from a visit to the Vatican, he had claimed that the Pope had promised to visit Haiti. However,

he is not really into Christianity, as some people think. The de facto president is more into Voodoo, especially with the help of First Lady Martine Joseph Étienne, daughter of a late mambo, who feels more at ease with the *mambos* and *houngans*, Voodoo priestesses and priests, to whom Moïse feels more indebted.

In fact, the conditions in which the Catholic missionaries and those who accompanied them are being held in captivity should have been a wake-up call for Jovenel Moïse to become directly involved in the talks to achieve their immediate release. But the inhumane condition of their detention does not worry him.

Indeed, press reports mention the precarious health of at least two of those held captive, two of whom are diabetic, and have not been able to take their medication punctually, nor do they eat adequately and regularly. A French media outlet revealed that the kidnappers have not provided their hostages with accommodation worthy of human beings. It is reported that they are parked literally under a mango tree, forced to sleep under the stars and being exposed to the elements, day and night.

Faced with these facts, true political leaders would not hesitate to take action to resolve the crisis immediately. Especially since rampant kidnapping in Haiti is due to complicity of the authorities with the kidnappers, and their dereliction of duty. But we are dealing with a Jovenel Moïse who, apart from his many faults, is totally devoid of morality. Let him and his team of henchmen remember that there is a huge price to pay for their crimes!

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N.Y. 11435-6235 Tel. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETTIN DE SOUSCRIPTION		
HAÏTI 1000 Observateur 95 Avenue Jean-Bertrand Aristide 11400 Port-au-Prince Tél. (001) 504 2820	EUROPE 1000 Observateur 95 Avenue Jean-Bertrand Aristide 11400 Port-au-Prince Tél. (001) 504 2820	AFRIQUE ET ASIE 1000 Observateur 95 Avenue Jean-Bertrand Aristide 11400 Port-au-Prince Tél. (001) 504 2820
CANADA 1000 Observateur 95 Avenue Jean-Bertrand Aristide 11400 Port-au-Prince Tél. (001) 504 2820	EUROPE, AFRIQUE ET ASIE 1000 Observateur 95 Avenue Jean-Bertrand Aristide 11400 Port-au-Prince Tél. (001) 504 2820	EUROPE 1000 Observateur 95 Avenue Jean-Bertrand Aristide 11400 Port-au-Prince Tél. (001) 504 2820
Nom/Prénom: _____ Adresse/Rue: _____ Ville/Pays: _____		

Templars and Freemasonry in Ireland: A brief history

By Ita Marguet *

It is commonly believed that the Masonic fraternity evolved from a guild of stonemasons during the middle ages. Over the centuries many people in society became members of those masonic guilds and by the early Enlightenment era, Freemasonry had become purely a social and fraternal institution which preserved the traditions and practices of the original guilds.

Freemasonry is one of the oldest social and charitable organisations in the world, open to those



Pastè Livio DivènIta Marguet

of all backgrounds. Its aim is to allow members to make the best of themselves in society and contribute to the communities around them. It does this by providing structural support to its members. Its spread is seen to be connected to the extensive reach of the British Empire. It is bible based but has no religious, political affiliation or orthodoxy. Modern

freemasonry is usually traced to the formation of the Grand Lodge in London in 1717. While initially an all-male institution Freemasonry has increasingly become open to women through the opening of all-female or mixed lodges. Women are increasingly elevated to the upper degrees of freemasonry and are now elected to serve in the highest ceremonial roles displaying the symbols of masonic insignia and working tools.

A Freemason is described as a member of this international institution established for mutual help and fellowship. Members believe in a divine being based, according to its own writings, 'on a system of morality, veiled in allegory and illustrated by symbols' that serve to promote the Masonic principles of integrity, respect and charity. The hierarchal structure with its rigorous ceremonial and related activities are sworn to secrecy about the freemasons' ritual and intricate forms of induction. The fraternity have a number of coded signals for masonic recognition and greet each other with handshakes that reflect one's degree and rank. The first three degrees of membership are Apprentice, Fellowcraft and Master before reaching the graduated elevated masonic levels that can often be a long process. Entry to lodge meetings is usually controlled by a member known as a 'Tyler'.

Templars and Freemasonry in Ireland

By the early eighteenth century Masonic lodges in England, Ireland and Scotland had formed

Grand Lodges to govern the fraternity in their areas. Irish Freemasonry allegiance lent towards the 'Scottish Rite' which has its roots in the ancient Knights Templar. Its principal Lodge named Willow House in Ayrshire, Scotland, is reputed to be the oldest in the world. The first known record of an active body of masonic Knights Templar in Ireland was 'The High Knight Templars'. In the eighteenth century the degree of Knight Templar was conferred in independent Encampments and in Craft Lodges. There exists a minute containing this degree being conferred on 18 August 1769. In 1805, the early Grand Encampment of Ireland laid claim to the fact that Templar Masonry had subsisted in the city of Dublin for over a century. The claim may attach an element of speculation, but there is evidence that it had at that period subsisted for at least fifty years; and in a parody attributed to Jonathan Swift (1667-1745) D.D, Dean of Saint Patrick's Cathedral, Dublin, a reference would appear to confirm its existence in the year 1724. Also proceedings recorded at the Protestant Trinity College, Dublin in the fourteenth century indicate the earlier presence of Knights Templar. A number of legendary ruins and ancient structures said to be linked to the Knights Templar can be visited throughout Ireland.

In 1830 during repair of the Limerick bridge over the River Abbey a brass object was found at the bridge foundations. Dated 1507 the writing was worn but legible with the words *I will strive to live with love and care, Upon the level By the Square.*

Reputed to be one of the oldest masonic objects in the world, it is preserved in the Union Lodge No. 13 in Limerick. Numbered replicas have been made and are displayed in several masonic halls and lodges in Ireland and abroad. There are also lapel pins.

The Grand Masters of the Orders of the Temple in Ireland are well annotated along with their status and titles, with the Duke of Leinster listed as the first in 1836 down to the Grand Master serving in 2018.

Freemasonry in Ireland

The Grand Lodge of Freemasons of Ireland was established in Dublin around 1725, one of the oldest in the world, as the autonomous governing body of the organisations in Ireland. During the eighteenth century there was a rapid growth of the society when hundreds of lodges were established throughout Ireland meeting in taverns or coffee-houses. By the 1860s work had begun on the Freemasons' Hall in Dublin's Molesworth Street which, having been opened in 1869 still serves as headquarters of the Irish Freemasonry. It governs the Masonic Fraternity within Ireland and a number of geographical provinces overseas. Irish Freemasonry boasts around 22,000 members at home and abroad. The Freemasons' Hall in Belfast is situated in the city's central Arthur Square. The membership in Ireland is said to lean more towards the protestant part of the population. While coordinated, the different Masonic lodges operate autonomously.

In the protracted period of political, military and religious

upheaval in Ireland, many prominent and influential members of Irish society had joined the fraternity as freemasons. Well known is John Toland (1670-1722), a controversial pioneer of polemic, pamphletic journalism, who travelled extensively around Protestant Europe in the early eighteenth century as a central figure to promote freemasonry. Theobald Wolfe Tone (1763-98) was a founding member of the United Irishmen movement who, having been largely forgotten, became a martyr figure in Irish Revolutionary Nationalism in the late nineteenth and early twentieth centuries. Other notable freemasons included Edmund Burke (1729-97), Henry Joy McCracken (1767-98), Daniel O'Connell (1775-1847) Ireland's national Catholic 'Liberator', Oscar Wilde (1854-1900), William Butler Yeats (1867-1939) and many more.

Note : Acknowledgement is given to encyclopaedic and other sources used in preparation of this text. Earlier texts by the author have been published about Edmund Burke, Henry Joy McCracken, Daniel O'Connell, Oscar Wilde and William Butler Yeats. *Issue No. 79 Mars/Avril 2021 (pages 23-31) of the French publication **Franc MaAonnerie** is dedicated to **IRLANDE LÉgendes et passions au cœur de la franc-maAonnerie**. www.fim-mag-fr-Ita's World.

*Ita Marguet— Journaliste-écrivaine correspondante, collaboratrice de DIVA Magazine/International Diplomat, (auteure de), ancienne syndicaliste (présidente) ILO à Genève.

Haiti: The June Referendum and the Return of Duvalierism

Suite de la page 7

ated under the 1987 Constitution, to curtail the power of a Duvalier-style presidency in which the Head of State appointed and chaired the Council of Ministers. Moïse plans on consolidating all executive power in the hands of the president and have a vice-president whose purpose is only to support the activities of the president. Thus, no Prime Minister who could serve as a check on the power of the President. Along with abolishing the position of prime minister in the new constitution, Moïse expands the power of the president to be able to intervene in social, economic and environmental crises, usurping the power of Parliament.

Another very disturbing addition to President Moïse's constitution is the article that would provide immunity to the president and members of his cabinet. In the light of the PetroCaribe scandal, President Moïse provides himself and his administration protection from prosecution by the Haitian Courts. This provision is extremely dangerous and would only increase corrup-

tion in future administrations.

The Moïse Administration's Defense of the Referendum

In the first of a series of town halls that the Haitian Embassy in Washington, D.C. sponsored, two members of the CEP, Mathias Pierre and Guylande Méso-dieu, along with Diaspora leader Mona Jean sat on a panel on Tuesday April 13, 2021, to explain President Moïse's referendum and answer the questions and concerns the Diaspora had with the referendum. They explained that, as of March 2021, Haitians abroad would be eligible to vote while living abroad, if they have a national ID card and that they could submit their ballots at local consulates. They went on to say that President Moïse was a victim of a poorly drafted constitution and that was the source of much violence and economic difficulty in Haiti currently. They further argued that it was the opposition which first requested a change in the constitution, and he was just doing his duty as President and making the constitution better. That, they reasoned, would improve the general quality of life in Haiti. They

went on to explain that this constitutional referendum had nothing to do with President Moïse's political ambitions because he does not plan on running for office for the next term. Although one of the main themes of the town hall was that the Moïse administration wanted Diaspora participation in the electoral process, the panelists only accepted friendly questions that did not address the legitimacy of the referendum. When one Diaspora lawyer asked the panelists about the constitutionality of the referendum, his question was ignored. They only addressed other questions he had.

Conclusion

This referendum is not legitimate. It is unconstitutional, and the Moïse administration does not have the credibility to hold free and fair elections. Most recently, the UN announced that the situation in Haiti is not conducive to hold a constitutional referendum or an election. On Monday, April 12, 2021, the US State Department issued a Travel Warning, stating that it was too dangerous for Americans to go to Haiti. If the conditions there are

so dangerous that the State Department is advising Americans not to travel to Haiti, how can independent election observers be sent to Haiti to have a critical eye on the democratic process. The chaos the Moïse government created has unified groups that otherwise would not be aligned with each other. We see both Catholics and Protestants uniting because nuns, priests and pastors are being kidnapped by gangs for speaking out against the government. Even Liné Balthazar, who heads the ruling PHTK party under the

banner of which Jovenel Moïse was elected, has stated that there's no possibility of a referendum, on technical matters as well as political.

Now, we must apply pressure on the Organization of American States (OAS) and the US State Department to change their posture on the referendum and the elections to follow, to prevent President Moïse or his successor from becoming the 21st century revival of the Duvalier regime.

CN, April 21, 2021

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

La menace qui plane sur Dr Pierre Réginald Boulos en Haïti très est sérieuse

Entre (). Poutine désire une amitié haïtienne abandonnée de René Théodore dans le temps, de Daniel Saint-Juste, de Saintfleur, du clan Manigat, à Caracas-Maraçibo, au Venezuela : a-t-il \$10G pour commencer une nouvelle amitié, afin de payer, d'abord les \$4G au Venezuela, 2G pour rétablir le régime agroindustriel pour l'autosuffisance nationale, 2G pour l'éducation et 2G pour les fonds de réserve en matière de développement technologique et scientifique dans le transport adapté ? Intégrer le million d'Haïtiens vivant aux É. U. dans la société russe avec garantie de protection contre le racisme ambiant ? Fermons-les ().

HAÏTI, la menace qui plane sur le citoyen Pierre Réginald Boulos doit se voir à la même enseigne que les frères Izmerly (Georges & Antoine) assassinés dans le temps. La meilleure façon de prévenir c'est de ne pas garder le silence, car il a coûté la vie au citoyen Thébaud. Quand un gouvernement ne peut pas garantir la sécurité des vies et des biens, il doit démissionner. C'est un principe là de conservation. Que sait l'Etat là, dans le cas où les indices pleuvent, et que d'autres sont déjà tombés, qui est Boulos ?

Pierre Réginald Boulos, médecin réformé entrepreneur par la force de la conjoncture dit-il, il se veut un homme du peuple avec pour ambition : devenir « le Castro d'Haïti » mais non pas sur l'île, mais en République. De ça et là, est-ce un péché, pour qui ?

Si cela lui cause désormais des problèmes, car, de ce statut, il appert dans l'œil de, comme celui qui referait une crise de. J'ai néanmoins critiqué Dr Boulos à travers des colonnes sur le sujet Castro d'Haïti, en outre je ne suis pas associé à personne, et je me dédouane de toute responsabilité à l'égard de quelque soit la forme

d'association ou regard critique que d'autres en feraient. Y a-t-il effet de causalité, il faut regarder là où il serait devenu la cible, forme de monnaie d'échange pour rétablir un régime de répression déjà connu. Je crois que Dr P Réginald Boulos, activiste politique qui brille par ses erreurs depuis des lustres, quand il fait ses choix politiques est un sujet critique. Dr Réginald Boulos va et devient cet homme politique qui prône la réforme du système dont il a souvent bénéficié puisqu'Haïti est la vertu du syndrome de la poupée noire et de la poupée blanche de Clark & Clark É. U. Nuance, il possède les moyens de sa politique. Si 'on' le voit dit-on, à DC dans la même loupe que les frères Izmerly (assassinés en plein jour dans les années nonante), il faudrait alors se poser la question : pourquoi ? Des noms sont-ils cités, mais où vit Dr Réginald Boulos : dans le pays où Thébaud a été assassiné. Dorval aussi, Norvela... etc.

Le Rapport de l'UNHRC et ce pays

Un important rapport dénonce comme à Damas de Bachar. Catastrophe annoncée, on semble se plaindre en hauts fonctionnaires des UN payés à la charge des États-Membres. Haïti est devenu une vache à lait chez qui on ne compte plus les mamelles. États amis ONG églises, étrangers tout le monde s'en va au pays, le crime est devenu un rempart (). Le cas a été évoqué au Conseil, avec Jovenel Moïse qui s'est dit avoir été édifié quand on a soulevé le nom de J Chérizier. Il a d'ailleurs investi l'argent de l'État en assaut médiatique international d'extrême droite, vu dans le Washington Times/Valeurs Actuelles.

En fait, la mascarade opérée par des médias d'extrême droite figurait déjà dans la liste des attaques contre la société civile haïtienne que fomentait le clan d'

usurpateurs de démocratie en Haïti. On nous proposait d'appeler la magouille vertu.

C'était évident que le coup allait venir, car la montée soutenue du secteur populaire de Moïse Jean-Charles allait servir de rhétorique duvaliériste, tel le cas de Pinochet vécu au Chili, pour tenter une fois de plus, soumettre l'État à la mafia le la CIA.

Il faut souligner que Valeurs Actuelles est cité par Wikipédia dans « représentation d'une députée d'origine africaine en esclave », article sur Georges Soros considéré antisémite, atteinte au secret des sources sur des journalistes enquêtant sur Nicolas Sarkozy [condamné, en appel] ; publication d'un faux sondage en faveur de Nicholas Sarkozy, représentation de Marianne voilée, condamnation pour provocation à la haine raciale contre les Roms. Washington Times publia le texte A.

D'où, une autre question : Dessalines ferait-il vivre l'exo contre l'Haïtien ?

Quand j'ai publié en amont Haïti-2016 une avalanche diplomatique prévisible, j'ai su que ce mal à combattre par Haïti la Diplomatie d'abord comme notion des années 2000 était sérieux. Il ne fait aucun doute dans mon esprit, la diplomatie internationale hémisphérique et européenne présente dans le pays est la coupable volontaire partagée du 'mal financer pour diviser pour régner'. Dans le pays pourtant amant naturel de l'exo. Si l'on remonte au scandale de l'affaire Snowden aux É. U., il est évident que la disposition de contractants privés a viré le pays vers le chaos, vers la guerre intestine, ce en collaboration avec l'ONU présente pourtant pour un accompagnement salutaire et durable. Mais, du 12 janvier 2010 par le séisme on a volé, pillé, abusé du peuple accueillant craignant Dieu, au nom de Dieu. Comme au temps

des colonies. L'Haïtien en fait le sait, voici ce que j'ai publié :

Histoire alors, l'avalanche diplomatique prévisible (2016) a produit le spectre de la république sécessionniste, de royaume épique et d'empire insulaire.

Si Martelly a renforcé la république de Port-au-Prince, un cuisant échec de sentiment colonialiste hérité du Code noir que l'on a chassé sans le brûler, mais qui s'est réfugié en plus d'une patrie intime du pays, pour répéter Dr Joël Des Rosiers (in Métaspora), pourquoi alors Moïse Jean-Charles ne serait-il pas entre le royaume du Nord et la République septentrionale pour protéger les siens ? Oui, le risque est énorme quand la république de Port-au-Prince a perdu le pari en mettant à risque le reste du pays, car nous avons déjà la République de Mécène Jean-Louis qui siège dans les cordes du trimestre qui se clôture. Qui sait, celle de G Fortuné si la république méridionale est renouvelée en Domingue, et n'a pas encore son baron. Le Gabriel Fortuné parti de l'UQAM à Montréal pour la politique, est-il d'une ambition, l'interrogation peut être si sérieuse après les alliances téméraires, le parlement, et la mairie, aux Cayes.

ogouons par J Tardieu pour la principauté de Pétion-Ville, est-elle le pas vers la sortie honorable comme exécutif local, la liste est encore exhaustive pour cette avalanche...

De cette avalanche diplomatique on remarquera l'ambivalence du Canada associé à Kagame de l'après Québec. D'ailleurs, quel type de relation pouvait offrir le président Kagame à Jovenel quand on connaît son héritage via Museveni de l'Ouganda, ou doit-on s'interroger sur l'inspiration du changement constitutionnel rwandais pour tenter la même école en Haïti, avec les bons offices de Justin Trudeau

via Dubourg. Ce même Canada de PM Justin qui prétend de nouvelles relations avec Biben quand il se soule de l'extrême droite, de l'Afrique des Bongo, Nguesso, Gnassingbé, Assoumani, Biya, Sisi, Ouattara, Campaoré. Ça n'inspire guère au palmarès pour Haïti sinon Déby mort.

Ainsi, Dubourg Emmanuel député du gouvernement dirigé par Justin Trudeau envoie-t-il des signaux diplomatiques pervers par le biais de son bureau de Bourassa, dans le dossier de la souveraineté d'Haïti, tandis que l'élu cité n'inspire au développement de sa circonscription décrite encore en parent pauvre à Montréal-Nord QC. Le chef du Bloc Québécois le sait-il que Dubourg salit la gouvernance ? Un sentiment de trahison vécu au sein de la communauté haïtienne qui se prépare (des écarts diplomatiques où le ministre du MAEH, Antonio, visita les demandeurs d'asile au Stade olympique que Justin avait invité à fuir Donald Trump). Connivence en fait qui ne peut rassurer Dr P Réginald Boulos en Haïti. Surtout quand Joverlein Moïse et sa mère kèkett, hébergés au Canada en sécurité, tandis que Jovenel Moïse a instauré un climat de terreur en Haïti où la notion du kidnapping est devenue une industrie locale là-bas.

Mieux, dénoncée par les organes des Nations Unies défendant les droits humains alors que les juges d'Immigration Canada reconnaissent le caractère, la violence organisée par le bras armé du Palais national. Intrusion parallèle, le Canada de la gouvernance globale héberge-t-il en connaissance de cause une personne adepte de relations incestueuses qui aurait menti en immigrant ?

Les intérêts des ombres dans l'ombre, les probabilités, Dr Boulos est l'homme avisé !

PHTK VENT DESSUS : LE MALHEUR NE VIENT PAS SEUL Jovenel Moïse lâché par ses amis et alliés

Les appuis se retirent, les amis de tous bords aussi...

Suite de la page 9

dernier a l'effet d'un mur en bloc dont l'un d'eux s'est détaché, provoquant l'écroulement de tout le panneau.

En effet, quand bien même, n'ayant réalisé rien de productif durant les quelque douze mois qu'il a passé, à la tête de la primature, il n'a jamais su apporter d'améliora-

tion à la crise multidimensionnelle que confronte le pays, les observateurs sont d'avis que son départ rend les lambeaux du pouvoir restant encore plus vulnérables.

Ils se croient autorisés à émettre cette opinion parce que, arguent-ils, Claude Joseph étant un nul, si Jouthe manquait de compétence pour faire un impact sur les problèmes du pays, ce n'est pas

lui qui va changer les choses. Pour nombre de gens, en tournant le dos à Jovenel Moïse, le dernier ex-Premier ministre du président de facto entraîne une descente aux enfers qui va se précipiter, dans les prochains jours. On ne devrait pas s'étonner donc que d'autres événements fâcheux surgissent.

Dans cet ordre d'idées, il faut tenir compte des dernières rebuffades qu'a essuyées Jo-

venel Moïse. Sous ce chapitre, on doit signaler l'échec qu'il a subi, auprès de la Cour de cassation ayant repoussé les trois juges qu'il a nommés illégalement pour remplacer les trois autres qu'il avait destitués le 7 février.

À noter que le refus des juges de la plus haute instance judiciaire du pays de donner l'investiture à ces trois magistrats a pris tout le monde de

court, car le juge René Sylvestre est considéré proche de la présidence. D'ailleurs lui et les autres magistrats maintenus à ce Tribunal, après le massacre dont a été l'objet la Cour de cassation, le 7 février dernier, n'avaient levé le petit doigt en signe de protestation contre les révocations et les remplacements illégitimes et illégaux effectués à ce tribunal.

L.J.

UN FAIT INÉDIT ET HISTORIQUE DANS LA LUTTE DÉMOCRATIQUE EN HAÏTI

Catholiques et protestants unifiés autour du rejet de Jovenel Moïse

Le président de facto en butte à l'ultime malédiction....

Suite de la page 1

saire, les pasteurs protestants ont mis tout leur poids dans la balance en appui à l'invitation à l'action lancée par la Conférence épiscopale haïtienne (CEH). Le mot d'ordre de mobilisation parti du leadership catholique haïtien allait être observé, à travers tout le territoire national, par tous les citoyens, vraiment sans exception de race, de culture ou de relation. S'impliquant à leur tour, aux côtés de l'Église catholique les pasteurs protestants ont mobilisé leurs fidèles, où qu'ils se trouvent sur le territoire national. Un des pasteurs formant le faisceau de la contestation avait même déclaré : « *Nan mouvman sa pa gen ni katolik ni pwotestan, se kretyen kap goumen kon diktati* ». Ce qui a eu pour conséquence : plus de 2,4 millions de manifestants dans les rues; toutes les écoles et universités, catholiques, protestantes et laïques, fermées; toutes les entreprises, commerces et centres d'activités, ainsi que les banques et centres financiers ont chômé, le jeudi 15 avril, à travers tout le pays. Il faut signaler que seule la Banque centrale ou Banque na-

tionale de la République d'Haïti (BRH) n'avait cessé ses activités, ce jour-là.

Dans un contexte où les antagonismes, les empoignades sociopolitiques, quand ce ne sont pas tout simplement des corps à corps, peuplent les quotidiens des acteurs, et qui s'étendent sur la population toute entière, cette collaboration catholique-protestante représente un modèle de comportement. Il reste à souhaiter que, non seulement que les différents autres secteurs du pays se donnent la main, mais que protestants et catholiques trouvent les moyens de pousser encore plus loin cette entente conjoncturelle. On devrait oser croire que, d'un côté comme de l'autre, les dirigeants se mettent à y travailler. Puisqu'une telle initiative plaira à Celui qu'ils aiment et prétendent servir, en vue des retrouvailles prophétiques.

On est revenu de très loin, dans les relations de la hiérarchie catholique haïtienne, par rapport à leurs frères et sœurs protestants. À coup sûr, la réalité de celles-ci échappe aux gens d'un certain âge, les moins de 50 ans. Comme, par exemple, vers la fin des

années 40 début 50, plus particulièrement sous le gouvernement d'Élie Lescot, quand avait cours le mot d'ordre suivant de la hiérarchie catholique : « *Ni pwotestan ni lwa, nou pa dwe viv nan sa* ».

Certes, à l'époque, des prêtres parcouraient les provinces, surtout les campagnes, à la tête de brigades de fidèles fanatisés se livrant au démantèlement des *houngans* et à l'arrestation des *houngans* (prêtre vaudou). Entonnant le chant « *Aba Satan (bis), Bondye mande maryaj (bis), Mayifika (bis) Ala younn grann delivrans* », d'autres brigades se portaient vers les résidences des paysans, dont la grande majorité vivaient en concubinage, et qui étaient mariés de force, séance tenante.

Plus de : « Ni pwotestan ni lwa, nou pa dwe viv nan sa »

Garçon de 8 ans, à l'époque, j'ai été fortement traumatisé par ces activités des prêtres catholiques, dans la mesure où elles m'ont profondément affecté, dans ma chair et dans mon âme. Mon père, jeune prédicateur pwotestan,

avant d'être promu pasteur, puis, éventuellement, président de la « *Mission évangélique baptiste du Sud d'Haïti* » (MEBSH), alliée à la « *West Indies Mission* », rebaptisée « *Worldteam* ».

Aux yeux de l'Église catholique, dans le cadre du programme « *Rejeté* », initié en collaboration avec le président Lescot, qui venait de consacrer la nation à la Vierge Marie, à l'époque, les protestants étaient mis sous le même pied d'égalité avec les vodouisants.

Installé évangéliste, à Barradères, aujourd'hui, dans les Nippes, qui était alors dans le département du Sud, mon père, par la suite pasteur Joseph Lemeuble Joseph, vaquait à ses activités de routine, visitant les quartiers, à la recherche de nouveaux adeptes. Un jour, un militaire, à l'instigation du curé de la paroisse, a procédé à son arrestation, sous l'accusation de propager sa religion, dont les préceptes s'inspirent de la Bible. Aussi devait-il passer la nuit en prison. Suite à l'intervention de notables de la place, il a été libéré le lendemain.

Point n'est besoin de dire combien cette expérience m'a

marqué. Aussi une aversion coriace s'était-elle installée en moi à l'égard de l'Église catholique d'Haïti, particulièrement les prêtres d'origine bretonne, le fer de lance du mouvement « *Rejeté* ». Toutefois, je me réjouis que grâce à mes interactions avec des condisciples catholiques, à l'école, puis, adulte, dans l'exercice de mes activités professionnelles avec des collègues catholiques, etc., j'ai fini par surmonter ces tendances négatives. D'où le désir intense d'un rapprochement entre les deux plus grandes sectes religieuses d'Haïti qui m'habite. Aucun doute une sincère collaboration des catholiques et des protestants permettra de réorienter la vie du peuple haïtien. Car l'expérience apportée séparément au pays par ces agents sociaux-culturels sera encore plus bénéfique à Haïti dans son contexte unitaire.

Incontestablement, en fonction de ce qu'on a constaté, suite à la collaboration des deux plus grands courants religieux d'Haïti, leurs dirigeants ont du pain sur la planche. Leur Père commun attend beaucoup d'eux.

L.J.

HAÏTI

OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye!

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NE.CA

AFFRONTLEMENTS POLICE-GANGS ARMÉS À MARTISSAN Des policiers mis en déroute, encore une fois

Suite de la page 5

provenant des riverains de la zone, une fois les gangs armés vainqueurs des policiers, ils ont pris le contrôle du quartier se substituant à ces derniers. C'est pourquoi, depuis la fuite

À en croire certains proches des gangs armés de Village de Dieu, les policiers en fuite ont abandonné un véhicule sur le terrain. Cette information n'a pas été ni confirmée ni infirmée par les autorités policières, qui n'ont

DES BANDITS

Les évêques d'Haïti décrètent de nouvelles fermetures

Plus d'une semaine après l'enlèvement suivi de séquestration des religieux catholiques et d'autres fidèles qui les accompagnaient, les gangs armés 400 Mawozo n'ont toujours pas libéré les otages.



cheko Pèp la

Izo, chef de gang de Village de Dieu.

des forces de l'ordre, ce sont les soldats de d'Izo et de Ti-Lapli qui arrêtaient les automobilistes leur demandant de s'identifier.

même pas confirmé les faits attribués à cet affrontement. LES RELIGIEUX CATHOLIQUES KIDNAPPÉES TOUJOURS AUX MAINS



Ti-Lapli, le chef de gang de Grand Ravin.



Moun New York:
De (2) Mask
Bay Bon Ajisteman
pou Lit Kont
COVID-19 la

nyc.gov/health/coronavirus

NYC
Health

Bill de Blasio
Majistra
Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm Komisyon

NOUVELLES BRÈVES

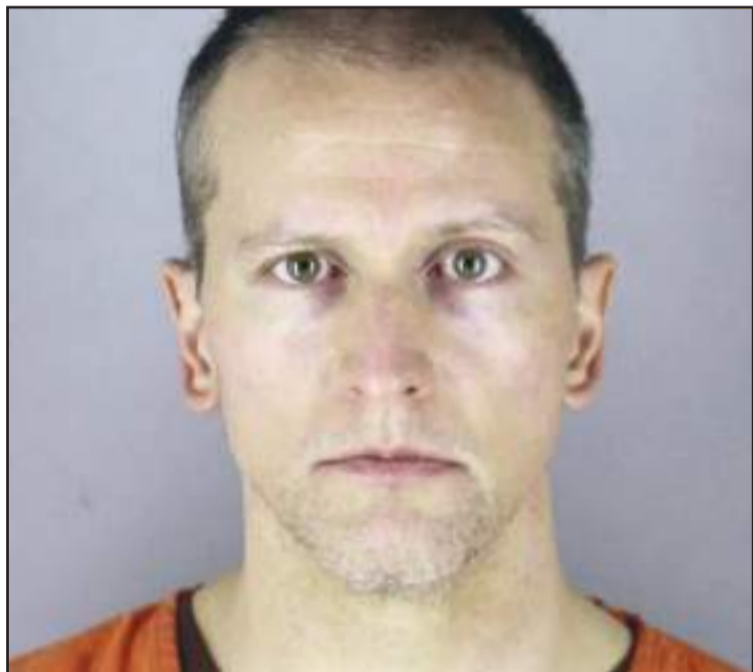
L'International appelé à s'impliquer d'urgence dans la crise haïtienne

On dirait que le CORE Group de diplomates occidentaux à Port-au-Prince ont failli à la tâche et ne compte plus. Car, le président dominicain, Luis Abinader, en visite en Espagne, a fait des déclarations, le lundi 19 avril, laissant percevoir que l'International n'a rien fait pour résoudre la crise qui, selon lui, a conduit à la « somalisation » d'Haïti.

Dans une interview accor-

sent une instabilité grandissante, tant sur le plan politique que social, affectant la paix sociale. Chaque semaine, nous observons des manifestations, et je crois que la communauté internationale doit assumer plus de responsabilités dans le dossier d'Haïti ».

En ce sens, le chef d'État dominicain dit qu'il s'est entretenu avec des leaders européens qui, selon lui, «devraient



Derek Chauvin, trouvé coupable du meurtre de George Floyd, désormais attend sa sentence.

dée à EFE, l'agence espagnole de nouvelles, le président Abinader a souligné que la situation est invivable en Haïti et que la République dominicaine en subit les contrecoups, sans doute par le déferlement de citoyens haïtiens fuyant l'insécurité ambiante et le chaos généralisé chez eux. C'est pourquoi, il envisage de construire une muraille les deux

s'impliquer dans un processus d'arbitrage », tout en insistant qu'il faut trouver « une solution à la situation que vit Haïti. Ainsi je propose la création d'un arbitrage international ».

Le président Abinader ajoute que son pays ne ferait pas partie de cet arbitrage, repoussant d'un revers de main des propositions qui ont été faites, notamment, que la



Mahamat Idriss Déby

pays se partageant l'île d'Haïti, ou Hispaniola.

Il affirme : « En Haïti, il y a une série de thèmes qui cau-

République dominicaine devrait être à l'avant-garde d'une solution de la crise haïtienne, certains ayant même

proposé une occupation militaire d'Haïti par le voisin.

Pour le président Abinader, « il y a urgence, car ce qui s'y passe [en Haïti] pourrait se définir en termes de somalisation, juste comme ça a été en Somalie, à un moment donné ». Il ne saurait être plus catégorique.

D'une façon, le président dominicain se fait l'écho des propos de Monseigneur Lounay Saturné, président de la Conférence épiscopale haïtienne (CEH) lors de son homélie, le 15 avril, à l'Église Saint Pierre de Pétion-Ville, à l'occasion de la journée de grève nationale décrétée pour protester contre la dictature ambiante et le kidnapping, surtout des religieux catholiques. Il devait dire : « Nous souhaitons ardemment que les pays amis ne se comportent pas comme des témoins passifs de ce que nous vivons aujourd'hui. Au nom de la fraternité universelle et de la solidarité internationale, il n'est pas bon de laisser un pays aller à sa perte ».

À bien analyser ces prises de position, il ressort que les États-Uniens sont en train de perdre le leadership dans la solution de la crise haïtienne, surtout à un moment où l'unité se fait au pays contre un Jovenel Moïse assiégé de toutes parts.

***Au procès de Derek Chauvin, dans le cas de George Floyd, à Minneapolis, les dépositions et les arguments terminés, il revient au jury de se prononcer sur son sort, dans un contexte surchauffé.**

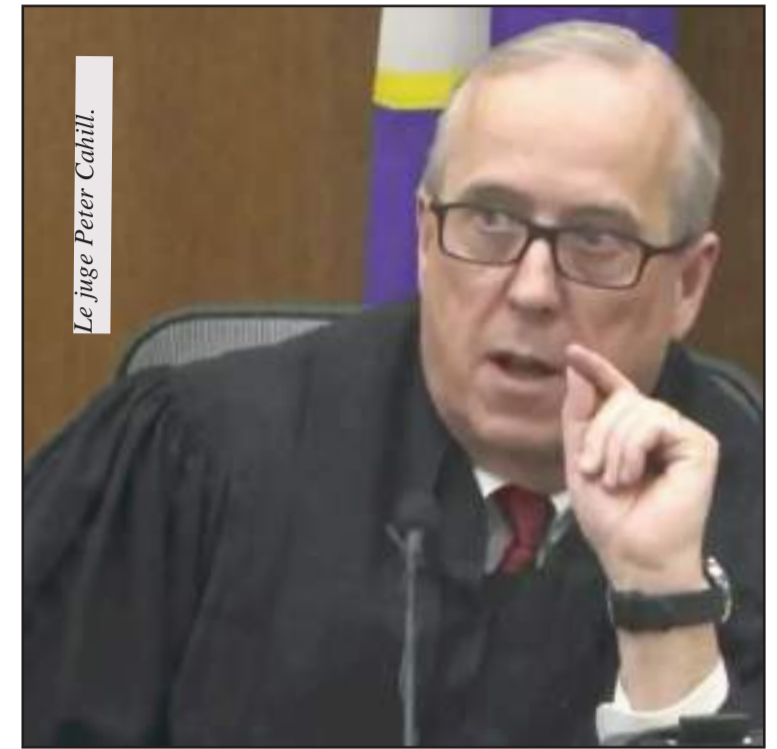
C'est lundi après-midi, 19 avril que le cas a été remis au jury. Mais jusqu'à la dernière minute, l'avocat de la défense a maintenu que lors du supplice public du géant George Floyd sous le genou de l'ex-policier Derek Chauvin, sourire sournois au visage, pendant que la victime, menottée, gémissait « I can't breathe » (Je ne peux pas respirer), et appelait sa mère, décédée, au secours, la mort de ce dernier, le 25 mai de l'année dernière, est due à son cœur élargi, suite à l'ingestion de stupéfiants, dont il en dépendait.

Toutefois, nombreux étaient les témoignages acca-

blants, même de la part d'autres policiers de grades supérieurs, contre Derek Chauvin, qui avait outrepassé les mesures relatives à la maîtrise des

tance lors d'une arrestation.

Concernant le cas Chauvin, qui se déroulait, Mme Waters eut à dire, si le jury acquittait Chauvin « il faudra investir



Le juge Peter Cahill.

sujets arrêtés, menottés de surcroît. Et la journaliste Yamiche Alcindor, d'origine haïtienne, d'émettre le tweet suivant : «Quelle conclusion d'un procureur, disant : On vous a dit que George Floyd est mort parce que son cœur était trop gros. Mais il est mort parce que le cœur de Derek Chauvin était trop petit ». En voilà une boutade !

Sachant que des membres du jury, sous l'influence du racisme, peut-être racistes eux-mêmes, la congressiste Maxine Waters a émis des propos,

les rues et les confronter davantage ». Le juge Peter Cahill, qui entend le cas, s'est montré favorable à la défense, ayant déclaré que les propos de la congressiste Waters peuvent être utilisés par la défense, au moment de faire intervenir l'appel, en cas de condamnation par le jury. Et les républicains ont fait tout un tollé de cette affaire, allant jusqu'à menacer Mme Waters de sanctions. Quelle hypocrisie quand on se réfère aux propos violents de l'ex-président Trump, favorisant les racistes! Le ver-



Idriss Déby.

samedi dernier, 17 avril, lors d'une visite à Brooklyn Center, Minn, dans le cadre de son appui à la mère de Daunte Wright, le Noir âgé de 20 ans, qui a été abattu le dimanche 11 avril, à Brooklyn Center, par une policière blanche qui dit s'être trompée d'arme, ayant utilisé le revolver en guise de «taser», doté de produits chimiques susceptibles d'immobiliser quelqu'un en cas de résis-

dict du jury est attendu.

Plus d'attente. Hier, mardi, 20 avril, dans l'après-midi, après deux jours de concertation, le jury a voté à l'unanimité : DEREK CHAUVIN EST COUPABLE DE TOUS LES CHEFS D'ACCUSATION. On attend la sentence. Et la communauté afro-américai-